



JOURNAL DES DEBATS

417

DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

No 13 – 2021

Séance

du mercredi 1^{er} septembre 2021

Présidence : Katia Lehmann (PS), présidente du Parlement

Secrétariat : Jean-Baptiste Maître, secrétaire général du Parlement

Ordre du jour :

12. Motion no 1358
Pour le climat et les retraites : décarboniser les investissements de la CPJU. Ivan Godat (VERT-E-S)
13. Motion no 1362
Bénéficiaires de prestations sociales, Etat et communes : simplifier les procédures, renforcer l'efficacité et la clarté du système. Loïc Dobler (PS)
14. Motion no 1361
La réanimation au cœur de la formation pour un nouvel emploi. Quentin Haas (PCSI)
15. Motion no 1365
Loi sur le salaire minimum cantonal – Bilan et mesures correctives des effets négatifs indirects. Magali Voillat (PDC)
16. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (première lecture)
17. Modification de la loi d'impôt (deuxième lecture)
18. Rapport de gestion 2020 de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA-Jura)
19. Postulat no 431
Une tarification intelligente pour les piscines jurassiennes. Alain Beuret (PVL)
20. Question écrite no 3387
Les effectifs de l'Etat, dans l'administration comme dans l'enseignement, n'augmentent pas. Pourquoi alors cette croyance ? Rémy Meury (CS-POP)
22. Résolution no 211
Pour une langue vivante qui appartient à ceux qui la pratiquent ! Alain Schweingruber (PLR)

(La séance est ouverte à 14 heures en présence de 59 députés.)

12. Motion no 1358

Pour le climat et les retraites : décarboniser les investissements de la CPJU

Ivan Godat (VERT-E-S)

Les investissements colossaux de la place financière suisse dans les énergies fossiles ont des effets extrêmement négatifs pour le climat. L'OFEV souligne que « *de par ses investissements sur les marchés financiers mondiaux, la place financière suisse favorise un scénario induisant un réchauffement climatique mondial de 4 à 6 degrés* »¹. Se donner une chance d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris suppose donc inévitablement un changement radical de trajectoire dans ce domaine.

Ces investissements comportent également de grands risques financiers car ils pourraient à l'avenir perdre une part importante de leur valeur si les émissions mondiales de gaz à effet de serre étaient réduites dans la mesure nécessaire à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Les caisses de pensions, dont l'action s'inscrit dans des horizons temporels de long terme, ont un intérêt évident à analyser attentivement le risque systémique que représente le changement climatique. Une récente étude² prévient que les caisses de pensions suisses pourraient perdre en moyenne 10% de leur fortune dans les 15 ans à venir si elles ne réorientent pas leur portefeuille vers des placements à faible intensité carbone, ce qui induirait une diminution des rentes de 18% à 32%. Les investissements importants des caisses de pension dans les énergies fossiles font donc peser un risque non négligeable sur le climat, mais également sur les retraites futures !

La Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (CPJU), qui dispose d'un volume d'investissements d'environ un milliard, accuse un retard important dans ce domaine. L'analyse de sa politique d'investissement en regard

des enjeux climatiques par l'Alliance climatique suisse³ révèle que, bien qu'elle affiche quelques intentions générales qui vont dans le bon sens, la CPJU ne dispose d'aucune stratégie ni calendrier de décarbonisation de son portefeuille. Cette lenteur interpelle, d'autant plus que d'autres caisses de pensions de taille similaire ont déjà pris le chemin de la transition, sans rencontrer d'obstacles insurmontables. En 2015 déjà l'OFEV relève « *qu'un retrait des secteurs à fort taux d'émission ou un déplacement vers des entreprises du même secteur plus respectueuses du climat serait possible sans conséquences majeures sur le risque et la diversification.* »⁴

Nous demandons dès lors au Gouvernement de donner à ses représentants au sein du Conseil d'administration de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura des consignes claires et concrètes afin que celle-ci s'engage dès à présent dans une stratégie de décarbonisation de son portefeuille d'actions.

¹ Risque carbone pour la place financière suisse, OFEV, 2015

² Caisses de pensions face au crash de l'économie fossile : Le changement climatique menace de faire chuter les rentes jusqu'à 32 pour cent, Alliance climatique suisse, février 2021

³ Compatibilité climatique Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (CPJU), Alliance climatique suisse, novembre 2020

⁴ OFEV, 2015

La présidente : Le Gouvernement considère cette intervention déjà réalisée et propose, comme prévu à l'article 62, alinéa 4 du règlement du Parlement, d'accepter et de classer immédiatement cette motion. Comme indiqué dans ce même article, le Parlement se prononce séparément sur ces deux propositions. Concernant l'acceptation de la motion, un groupe souhaite-t-il exprimer un avis contraire ? Cela ne semble pas être le cas. Lorsqu'une motion ou un postulat n'est combattu ni par le Gouvernement ni par un groupe parlementaire, il est soumis au vote sans débat.

Au vote, la motion no 1358 est acceptée par 43 députés.

La présidente : Est-ce que quelqu'un s'oppose à son classement et souhaite ouvrir la discussion ? Oui, c'est le cas.

M. Ivan Godat (VERT-E-S) : Merci tout d'abord aux différents groupes pour votre soutien à la motion. Je trouve que cela envoie un message assez positif finalement que ce Parlement a pris conscience de l'importance de faire aussi quelque chose au niveau de la place financière et des caisses de pensions et celle qui nous concerne ici à plus d'un titre.

Je suis d'avis qu'il est prématuré de procéder au classement de cette motion parce que, bien que des consignes puissent être données sans attendre aux représentants de l'Etat à la Caisse de pensions du canton du Jura, je suis d'avis que l'on pourra considérer la motion réalisée que lorsqu'une stratégie climatique concrète sera présentée par la Caisse de pensions. Depuis quelques années, la Caisse de pensions commence à intégrer dans ses réflexions la question de l'impact climatique de ses placements, et évidemment qu'on s'en réjouit. La traduction en actes concrets de cette réflexion est cependant encore trop timide et trop lente à notre avis au vu des enjeux en présence. Cette motion que l'on vient d'accepter envoie un message fort de soutien de

la part du Parlement jurassien à cette démarche, une invitation à la Caisse de pensions de renforcer cette démarche et de la traduire en mesures concrètes parce qu'il est absolument nécessaire que la Caisse de pensions établisse une stratégie climatique, adopte également un calendrier de décarbonisation de son portefeuille. Mais je pense que l'on pourra considérer la motion comme réalisée et la classer uniquement lorsque cette stratégie sera présentée par la Caisse et qu'un calendrier soit dévoilé. Je m'oppose donc au classement de cette motion et je vous invite à en faire de même.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : La motion est acceptée, c'est tant mieux parce que j'allais vous expliquer tout ce que la Caisse de pension a déjà fait dans le cadre de cette nécessité de prendre en compte les questions environnementales et notamment de décarboniser ses placements. Par rapport à la volonté de ne pas classer cette motion, je peux vous dire qu'un certain nombre d'actions ont déjà été entreprises par la Caisse de pensions mais aussi par le Gouvernement qui va corriger les lettres de mission des personnes qui sont déléguées dans le Conseil. En cela, il est vrai que le fait de classer cette motion permettrait aussi de prendre en compte le fait que nous avons déjà mené un certain nombre d'actions qui se concrétiseront notamment par une adaptation de la lettre de mission qui intègre l'objectif de transition du portefeuille de la Caisse vers des placements durables. En cela, il est vrai que le classement de la motion pourrait tout à fait aussi se justifier, attendu j'imagine que nous allons dans le sens que vous le souhaitez, Monsieur le motionnaire.

Au vote, le classement de la motion no 1358 obtient 28 voix favorables et 28 voix contre. La présidente tranche pour le refus de classement.

13. Motion no 1362

Bénéficiaires de prestations sociales, Etat et communes : simplifier les procédures, renforcer l'efficacité et la clarté du système
Loïc Dobler (PS)

Quiconque a déjà analysé les différentes prestations sociales se sera rendu compte de la complexité du système. Certaines prestations sont fédérales, d'autres cantonales et parfois même communales. Il en va de même pour le financement desdites prestations, certaines sont cantonales et en partie payées par la Confédération, d'autres sont cantonales mais également payées par les communes, etc.

Ces différents systèmes se veulent bien souvent complémentaires les uns des autres, parfois additionnels ou encore subsidiaires. Les personnes qui ont droit à une ou plusieurs prestations se retrouvent ainsi dans une véritable jungle sans toujours savoir à qui s'adresser à quel moment de la vie en fonction de la problématique rencontrée. C'est ainsi que se développe le sentiment de se faire « balader » de gauche à droite sans avoir de réponses à ses questions.

Pourtant, les différents organes en charge de l'application des prestations sociales font, pour l'immense majorité d'entre eux, un travail formidable.

Ce qui manque cruellement, c'est un interlocuteur principal qui puisse apporter des réponses efficaces et qui oriente la personne vers la ou les prestations sociales adéquates. Nous gagnons ainsi en efficacité pour les bénéficiaires

dans la détermination de la bonne prestation sociale et en efficience pour l'Etat ainsi que les communes afin d'éviter les redondances administratives entre plusieurs organismes qui reprennent systématiquement le dossier depuis le départ.

Il ne s'agit pas ici de réinventer le système mais au contraire de le simplifier pour tous les acteurs. Le canton de Neuchâtel a par exemple introduit ce système de guichet unique social au travers des « guichets sociaux régionaux » (un par district) qui permettent d'adresser les demandes relatives aux domaines suivants :

- avance sur les contributions d'entretien ;
- réduction individuelle des primes de l'assurance obligatoire des soins ;
- bourse d'étude ;
- aide sociale.

Les agences régionales AVS/AI sont également localisées dans les bureaux des guichets sociaux régionaux. Cette facilité administrative doit permettre de garantir les meilleures prestations sociales pour les bénéficiaires et les moins coûteuses pour l'Etat et les communes.

Aussi, nous demandons au Gouvernement jurassien la mise en place de guichets uniques sociaux dans le canton du Jura. Ceux-ci pourront se mettre en place au niveau cantonal ou des districts en fonction des besoins des usagers, de l'Etat et des communes.

La présidente : Le Gouvernement propose au Parlement d'accepter cette motion. Un groupe ou un député souhaite-t-il exprimer un avis contraire ? C'est le cas.

M. Loïc Dobler (PS) : L'organisation des prestations sociales est similaire à l'organisation fédérale. Confédération, cantons et communes sont ainsi touchés de près ou de loin par les prestations sociales. Sans faire une liste exhaustive, on peut relever que la plupart des assurances sociales sont de la compétence de la Confédération et dans une certaine mesure des cantons. Ceux-ci s'occupent par exemple de l'aide sociale, des subsides de caisses maladie ou encore des bourses en matière de formation. Les communes sont bien souvent au front puisque les citoyennes et citoyens s'adressent régulièrement au bureau communal pour poser des questions ou pour avoir des réponses sur l'organe à qui s'adresser. Avec l'agence AVS, elles sont également amenées à jouer un rôle essentiel pour les citoyennes et citoyens.

Si les différentes compétences en matière de prestations sociales peuvent paraître claires pour les politiques, et encore j'en doute, il est certain que pour les citoyennes et citoyens, le millefeuille administratif auquel ils sont confrontés relève plus de l'indigestion que de la douceur de la pâtisserie du même nom. En plus de ne pas toujours savoir à qui s'adresser, on peut également passer à côté d'un certain nombre de prestations par méconnaissance, mais surtout il est particulièrement lourd de ne pas avoir un interlocuteur direct capable de répondre aux questions des citoyennes et citoyens. A cela s'ajoute une capacité incroyable à demander les mêmes informations à plusieurs reprises aux demandeurs de prestations sociales. La dernière déclaration d'impôt, la carte AVS, le livret de famille, les coordonnées bancaires, bref on ne s'en sort jamais.

Dans les limites de la protection des données, il paraît essentiel aux yeux du groupe socialiste de rationaliser tout

cela et de gagner en efficience pour les citoyennes et citoyens mais aussi pour l'administration et les différents acteurs du domaine. Traiter à de multiples reprises les mêmes données est aujourd'hui une méthode de travail dépassée. Nous demandons donc l'instauration d'un système de guichet unique pour les prestations sociales, un guichet unique aussi large que possible et qui intègre si possible les différents partenaires. Il doit également regrouper certaines forces de travail. Il n'est pas question ici d'augmenter les EPT mais bien de désenclaver afin de pouvoir travailler de manière plus transversale. Si nous demandons un système de guichet social unique, j'insiste sur la nécessité, à nos yeux, de garantir un endroit dans chaque district, la proximité avec les bénéficiaires étant essentielle à nos yeux.

Vous l'aurez compris, la mise en place de ce guichet unique social nécessite de se réaliser avec différents partenaires, comme la Caisse de compensation, les Services sociaux régionaux, la Section des bourses mais également et surtout peut-être les communes jurassiennes. Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier les groupes parlementaires qui m'ont demandé des précisions quant au texte qui vous était soumis parce qu'effectivement il pouvait laisser peut-être planer le doute sur certains points. Donc j'insiste vraiment sur cette notion d'avoir des lieux de proximité dans les différents districts et également sur l'importance d'intégrer les communes, puisqu'encore une fois, les agences AVS constituent aujourd'hui un rôle important dans les démarches entreprises par les citoyennes et les citoyens et donc au travers des communes. D'avance, je vous remercie pour le soutien que vous pourrez apporter à ce texte qui, en cas d'acceptation, nécessitera une réorganisation importante mais nécessaire pour les citoyennes et citoyens mais également afin de gagner en efficience.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : La Suisse dispose d'un système de sécurité sociale qui protège largement celles et ceux qui y vivent et y travaillent, ainsi que les membres de leur famille, des risques dont ils ne pourraient supporter seuls les conséquences financières. Ces assurances couvrent les risques sociaux par des prestations financières sous forme de rente, d'indemnité journalière, d'allocation pour perte de gain ou encore d'allocation familiale ou par la prise en charge totale ou partielle des coûts en cas de maladie, de maternité ou d'accident. Afin de compléter le système de sécurité sociale fédéral qui couvre les risques sociaux les plus typiques, nos prestations cantonales et communales, basées sur une notion de besoins, peuvent également être allouées.

A cet égard, le Gouvernement pose le constat, au même titre que l'auteur de la motion, de la complexité du système actuel, de son manque de visibilité pour la population et de la difficulté de s'y orienter. Malgré ce constat, on relèvera néanmoins que chaque organe assure sa mission avec efficience et veille à assurer des prestations qui répondent aux besoins dans le cadre qui est le sien. On passera ici sous silence la complexité tout aussi réelle de l'envers du décor, à savoir les multiples contacts, sessions, compensations et autres qui sont nécessaires entre ces acteurs pour assurer autant que possible la coordination de toutes ces prestations qui obéissent à des règles, à des critères, à des barèmes, à des rythmes ou encore à des modalités de financement différentes.

Aujourd'hui, toute personne qui entend solliciter une prestation doit explicitement formuler une demande en ce sens auprès du service compétent, à l'exception notable du

subside pour les primes d'assurance maladie qui est versé de manière quasi automatique pour de nombreux bénéficiaires à l'issue d'une première demande valide.

On constate souvent dans l'instruction des demandes d'aide sociale qui assurent le dernier filet de sécurité sociale et qui interviennent dans une logique de subsidiarité, qu'il est fréquent que des prestations n'aient pas été demandées en amont. Selon une étude menée par la Haute école de travail social de Genève sur le non-recours aux prestations sociales en ville de Genève, il ressort que le non-recours des familles aux prestations financières s'explique en partie par les difficultés d'accès aux informations et par la lourdeur des procédures.

En ce sens, une intervention précoce permettra un gain en efficience dans le traitement administratif des dossiers. Il permettrait d'éviter une dégradation de la situation des personnes avec des coûts subséquents, notamment dans les domaines du social et de la santé. On pourrait également éviter, dans certains cas, le recours à l'aide sociale ainsi que des allers-retours entre les différentes instances. Dans ce contexte et à défaut d'une réforme complète du système de sécurité sociale au niveau suisse, la création de guichet unique pourrait constituer une mesure efficace pour permettre à tout un chacun de s'orienter dans ce réseau et d'obtenir les prestations auxquelles il pourrait prétendre. Les modèles peuvent toutefois être de tous ordres et aller d'une simple permanence d'information et d'orientation à un lieu où les administrés peuvent formuler une demande de prestations et/ou les personnes au guichet peuvent fournir une première appréciation du droit avant la transmission de la demande aux services ou offices spécialisés.

C'est plutôt sur ce dernier exemple que le canton de Neuchâtel, mentionné dans la motion, a développé son dispositif ces dernières années. La création de huit guichets sociaux sur l'ensemble du territoire neuchâtelois s'inscrivait dans un processus global de réorganisation de l'accès à certaines prestations sociales tout en harmonisant les éléments de détermination du droit à ces dernières et en les hiérarchisant. Dans son rapport du 3 septembre 2018 au Grand Conseil neuchâtelois, le Conseil d'Etat relève que la plupart des objectifs opérationnels sont atteints, en particulier l'octroi de prestations sociales sur la base d'une seule demande et l'amélioration de l'anticipation des situations complexes, notamment dans les situations donnant droit à de multiples prestations.

En regard des objectifs à moyen et long termes, une analyse fine est nécessaire qui mène à un constat nuancé. Effet majeur, la proximité de l'accès aux prestations dans toutes les régions est assurée et la collaboration entre l'Etat, les communes et les prestataires est renforcée. Toutefois, il apparaît que le travail administratif et logistique n'est pas rationalisé de manière marquante et que la réforme n'a pas permis de désengorger les services sociaux régionaux. De l'avis du comité de pilotage assurant le suivi de l'évaluation, seuls des changements de la définition même de prestations, permettrait d'atteindre un objectif de réelle rationalisation administrative. Ainsi, et si l'on s'en réfère à l'exemple neuchâtelois, les guichets uniques constituent une réponse possible permettant d'atteindre l'effet principal escompté, à savoir l'amélioration de l'accès aux prestations.

Attendu de ces différents éléments, le Gouvernement estime que des mesures visant à améliorer l'accessibilité à des prestations sociales pour lutter contre le non-recours aux prestations, et de ce fait lutter contre la pauvreté dans

notre canton, seraient tout à fait indiquées et il soutient dans ce sens la motion no 1362. Si le Parlement l'accepte, il lui proposera des bases légales allant dans ce sens mais il se réserve également la possibilité de retenir un modèle un peu différent de celui des guichets uniques, dans lesquels on pourrait certainement ajouter d'autres prestations qui pourraient également être utiles à la population dans son ensemble. Cette question sera bien évidemment reprise dans tous les cas au moment de la mise en œuvre de la motion. En conclusion, Mesdames et Messieurs les Députés, le Gouvernement vous invite à accepter la motion no 1362.

M. Lionel Montavon (UDC) : Notre groupe a étudié avec beaucoup d'attention le dossier déposé de notre collègue Loïc Dobler. Je serai très bref. L'UDC va soutenir cette motion et avec plaisir. Mais va la soutenir pour autant qu'il y ait des antennes dans chaque district. En effet, selon la demande du motionnaire, il s'agirait de la mise en place de guichets uniques sociaux au sein du canton. Ceux-ci pourront se mettre en place au niveau cantonal ou des districts, en fonction des besoins des usagers de l'Etat et des communes. Nous tenons donc que ces guichets se mettent en place dans chaque district.

M. Olivier Goffinet (PDC) : C'est avec intérêt que le groupe PDC Jura a pris connaissance de la motion no 1362 du député Loïc Dobler. En effet, nous saluons le souci du groupe socialiste de pallier aux difficultés d'accès aux diverses prestations du Canton mais surtout la volonté marquée que l'administration gagne en efficience. Cependant, notre groupe souhaite que la mise en place d'un guichet unique virtuel ou de préférence physique, dans ce cas, de préférence par district, n'entraîne pas simplement un échelon supplémentaire au niveau de l'administration mais bien une réorientation de certaines fonctions afin de rendre ces demandes plus pertinentes, plus simples et d'éviter les redondances des entretiens entre les différents services.

De plus, il faudra veiller à ce que les communes restent partenaires de ces démarches afin d'éviter qu'elles ne deviennent plus que des créanciers, notamment en ce qui concerne l'aide sociale.

Notre groupe soutiendra, dans sa grande majorité, la motion en souhaitant prioritairement que cette dernière puisse aider à l'amélioration de l'efficacité des différents services concernés.

Mme Pauline Godat (VERT-E-S) : Le système d'assurances sociales et des différentes prestations sociales existantes est effectivement très complexe et il est des situations dans lesquelles les bénéficiaires peuvent se trouver perdus entre les différents bureaux, agences et formulaires. Nous parlons là de personnes fragilisées par un manque de connaissance des institutions jurassiennes ou de la langue, des situations de vie difficiles ou des accidents, par exemple. Entre tous les acteurs impliqués, il arrive que des démarches se fassent à double ou que les démarches perdent en efficacité faute de coordination. Dans ce contexte, l'idée d'un guichet unique social qui orienterait ces personnes et qui aurait une vue d'ensemble de la situation paraît tout à fait pertinente, tant du point de vue des bénéficiaires que de l'Etat et des communes.

Cependant, et justement car il s'agit d'une population fragilisée, nous sommes d'avis qu'il est impératif que ces guichets régionaux soient non pas virtuels mais bien physiques

car dans des situations difficiles, le fait d'avoir un interlocuteur en chair et en os et doublé d'empathie, ce dont le guichet virtuel n'est pas encore capable aux dernières nouvelles, est essentiel. S'il est vrai que pour faire une demande de permis de construire on peut se contenter d'une interface numérique, il y a besoin d'humains quand on est confronté à la perte d'un emploi, à la maladie ou à une séparation difficile. A cette condition, le groupe VERT-E-S et CS-POP soutiendra la motion no 1362.

M. Yves Gigon (UDC) : Très bonne motion Monsieur le Député, pas comme toujours mais pour une fois elle est très bonne. Je monte ici pour dire que oui, c'est un besoin et je pense que l'on pourrait y gagner en efficience, notamment aussi en coûts. Il y a de nombreuses institutions qui fournissent des prestations d'aide sociale et je vais élargir le débat peut-être en matière d'insertion. Il y a l'Office régional de placement (ORP), le Service de l'aide sociale, la SUVA, l'AJAM. Toutes ces institutions travaillent aussi dans le milieu de l'aide sociale, travaillent dans le milieu de l'insertion avec aussi souvent les mêmes prestataires (EFEJ, Caritas, etc.) Votre motion demande, à juste titre, et c'est une bonne chose, un guichet social, une maison sociale. Alors pourquoi pas élargir la réflexion, avec cette motion, à une maison de l'insertion ? Pour que tous les partenaires qui travaillent toujours de concert, l'ORP, la SUVA, le Service de l'aide sociale, etc., puissent être aussi sur un même lieu et avoir aussi les mêmes synergies.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'Intérieur : C'est vrai que les discussions sont nourries et on voit bien qu'il y a un véritable besoin. Comme je l'ai indiqué dans mon propos d'introduction, il est vrai que le Gouvernement va réfléchir à comment faire vivre ces lieux. On le voit très bien, ce n'est pas que les prestations sociales, on pourra certainement peut-être aussi élargir la mission, élargir aussi les possibilités pour la population d'accéder à un certain nombre de prestations. Mais cela se fera au moment de la mise en place de ces guichets et on réfléchira à ce que l'on mettra dans ces lieux qui seront privilégiés pour les personnes qui sont en difficulté dans notre canton.

Au vote, la motion no 1362 est acceptée par 56 députés.

14. Motion no 1361

La réanimation au cœur de la formation pour un nouvel emploi

Quentin Haas (PCSI)

Tout-e Jurassien-ne au chômage a la possibilité de suivre une formation proposée par Espace Formation Emploi Jura (EFEJ). Le centre cantonal de développement des compétences pour les personnes à la recherche d'un emploi a pour objectif de former les chômeurs afin d'acquérir des compétences techniques et sociales correspondant au besoin du marché de l'emploi jurassien.

Le centre propose ainsi des formations permettant de couvrir des professions qui caractérisent le tissu économique jurassien ainsi que des notions essentielles dans des domaines tels que les langues, l'informatique ou les mathématiques.

Outre les formations de types scolaires et professionnels, tout curriculum vitae se verra mis en valeur par la pré-

sence de compétences diverses ainsi que de qualités personnelles se situant hors du spectre d'activité du métier envisagé. Dans un contexte professionnel, on parle notamment de compétences transférables, transversales ou transdisciplinaires¹.

Dans un rapport commandé par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) en 2018, l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP) stipule notamment qu'à l'horizon 2030, les compétences transférables seront essentielles dans de nombreux domaines d'activités via son application « premiers répondants » ainsi que ses nombreux cours et formations dans les milieux scolaires, professionnels et associatifs. La Fondation RéaJura Cœur propose de former les Jurassiennes à la réanimation et aux premiers secours délivrant attestations et certificats reconnus, ces derniers seraient un atout majeur non seulement pour la personne en recherche d'emploi mais également pour la population dans son ensemble. En augmentant le nombre de premiers répondants chez les personnes en recherche d'emploi, nous augmentons la sécurité sanitaire globale tout en sécurisant un peu plus les milieux professionnels aussi bien qu'associatifs sur le territoire cantonal.

Partant de ce qui précède, nous demandons au Gouvernement d'élargir l'offre de formation chômage de l'EFEJ en y incluant la possibilité d'obtenir une attestation ou un certificat de réanimation et de premiers soins afin de renforcer le réseau de premiers répondants sur sol jurassien.

¹ https://edudoc.ch/record/132322/files/Bericht_SR_Transversale_Kompetenzen_BB2030_f.pdf

M. Quentin Haas (PCSI) : La recherche d'un emploi peut parfois ressembler à un parcours du combattant. Outre les aspects purement professionnels, le chômage, tout comme la reconversion, représente également un défi important en termes de formation, de diversification voire même d'entretien de liens sociaux. Aujourd'hui, il est devenu difficile de rebondir professionnellement sans une diversification des capacités. Avec l'informatique, les langues, les différents permis, la polyvalence est au cœur de l'emploi moderne. Une diversification qui requiert toujours plus de connaissances externes à son centre de compétences, à savoir des compétences transférables, transversales ou pluridisciplinaires.

La réanimation quant à elle est au cœur de la politique de sauvetage moderne. Sachant que chaque minute perdue sans recevoir d'aide représente une augmentation significative de la mortalité, il est littéralement vital de faire en sorte que toute personne soit prise en charge rapidement.

Ces formations de plus en plus populaires pour un large éventail de corporations, et non seulement dans la partie civile, ont largement fait leur preuve. Y inscrire annuellement un groupe de chômeurs ou de personnes en reconversion professionnelle de manière volontaire ne devrait pas faire exception, bien au contraire. Une formation en premiers soins pour les chômeurs et pour les personnes en reconversion qui en feraient la demande sur la base d'une inscription volontaire, c'est la promesse d'une couverture sanitaire supérieure, ceci aussi bien sur la voie publique mais également dans le domaine privé et par extension dans le domaine professionnel. De plus, la sécurité sanitaire au travail gagne chaque année en importance, avec notamment des groupes de responsables de sécurité, créés dans de nom-

breuses entreprises. Engager un chômeur ou un nouvel employé diplômé en réanimation devient de fait un argument intéressant.

Enfin, un chômeur s'engageant volontairement dans un diplôme de réanimation est un excellent argument de valorisation sociale et d'engagement. Ce texte propose donc à moindre frais de permettre la formation de ces personnes avec diplôme à la clé. L'office responsable de son organisation est laissé au libre arbitre du Gouvernement, que cela soit via un ORP, AvenirFormation ou autre. Cette mesure aura à n'en pas douter un impact direct sur les CV, la confiance mais également un facteur direct de réinsertion sociale tout en garantissant un bénéfice pour l'ensemble de la population jurassienne.

Cette motion permettra donc d'atteindre des objectifs nombreux, le tout pour une charge de travail financière anecdotique pour la structure étatique qui prendra en charge la gestion des inscriptions.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : En désignant, Monsieur le Député, l'EFEJ dans votre motion pour offrir des cours de premiers secours ou pour former des premiers répondants, la motion entend améliorer la sécurité sanitaire mais aussi combattre le chômage. Dans cette perspective, vous estimez que les compétences attestées seraient un atout majeur pour les chômeurs afin de retrouver un emploi. Les compétences attestées, Monsieur le Député, ne sont que quatre heures de cours ! Nous sommes encore loin d'avoir des personnes qui peuvent assumer des responsabilités au niveau sanitaire dans des entreprises. Pour autant, cela ne se vérifie pas dans le terrain. Aujourd'hui déjà, dans la réalité du marché du travail, il ressort en effet des expériences accumulées par l'EFEJ et par l'ORP que des aptitudes techniques de secouristes bénévoles ne sont pas déterminantes pour les profils recherchés ou embauchés et ce dans presque toutes les professions. Ce constat est clair et unanimement partagé par les employeurs et les autres acteurs concernés consultés pour évaluer la pertinence de la motion en question. La Fondation RéaJura Coeur notamment n'est pas d'un autre avis.

Au rappel, le cadre applicable à l'EFEJ pour offrir des formations aux chômeurs est défini par la Confédération. Les moyens à disposition ne peuvent être alloués que pour dispenser des cours qui sont dictés par le marché du travail et qui améliorent effectivement et concrètement l'aptitude au placement des bénéficiaires et pas uniquement théoriquement. Ainsi, organiser largement et collectivement les cours en question comme des mesures de réinsertion à l'intention des chômeurs spécifiquement n'est pas indiqué ni réalisable par l'EFEJ au travers de l'assurance-chômage. Cette dernière peut tout au plus rembourser certains cours dans des situations individuelles particulières dûment justifiées et donc sans doute relativement rares. Le cas échéant, les chômeurs s'inscrivent aux formations tout public proposées par plusieurs acteurs régionaux. Il n'est donc pas nécessaire d'organiser ces mêmes cours à l'EFEJ sauf pour le personnel agissant sur place en tant que premier répondant et qui en bénéficie d'ailleurs déjà périodiquement. Mais il s'agit d'un contexte différent de l'assurance-chômage.

De tels cours en entreprise sont requis par la législation sur l'assurance accident et celle sur le travail, c'est une des parties des cours demandés. Les employeurs sont tenus de développer des concepts de santé, de sécurité et de formation du personnel ajustés à la réalité et aux risques propres

à chaque entreprise. Cela contribue à sécuriser les milieux professionnels. Dans le sens de la motion, vous l'avez indiqué Monsieur le Député, plus globalement, cette même sécurité sanitaire est ainsi assurée au travers du nouveau concept cantonal de médecine d'urgence et de sauvetage approuvé en 2019. Ce dispositif implique une chaîne de secours complète qui part de la CASU Fribourg-Jura, notre centrale d'appels, en passant par l'ambulance, le SMUR, le service d'urgences et de réanimation, voire la REGA ainsi que les premiers répondants. Ce réseau de laïques formés aux gestes de premiers secours a été intégré dans la chaîne de sauvetage pour la compléter et garantir une sécurité sanitaire accrue sur l'ensemble du territoire cantonal. Le Gouvernement a pris également d'autres mesures pour élargir et renforcer ce dispositif en formant par exemple l'ensemble du personnel de la police et les cadres des corps de sapeurs-pompiers ou en équipant les véhicules des uns et des autres de défibrillateurs automatiques.

En conclusion, vous l'aurez compris Mesdames et Messieurs les Députés, le Gouvernement estime que la mesure proposée par la motion n'est ni opportune ni réalisable au vu du marché du travail et du cadre fédéral approprié à l'EFEJ et bien sûr également à l'assurance-chômage. C'est pourquoi, il propose de rejeter la motion. En revanche, le Gouvernement souscrit et a pris des mesures, comme indiqué, à l'objectif sanitaire principal de la motion, comme il l'a déjà démontré en mettant en œuvre un certain nombre de mesures qui pourraient être complétées par d'autres mais dans un cadre beaucoup plus approprié. Si le Parlement a décidé d'un montant pour ce genre de cours, peut-être que d'autres publics cibles pourraient être également visés pour avoir encore une meilleure couverture sur l'ensemble du territoire jurassien, je pense aux agriculteurs, je pense aux secrétaires communaux qui passent leurs journées dans les communes et qui ont peut-être une dimension de proximité plus définie que des cours de chômeurs dans un cadre tel que l'EFEJ.

Mme Florence Chagnat (PS) : La motion de notre collègue Quentin Haas nous semble intéressante au vu des objectifs qu'elle vise, proposer cette formation aux chômeurs et chômeuses leur permettrait de mettre à disposition de la société des compétences pertinentes reconnues en matière de sécurité sanitaire. Nombre de personnes sont souvent craintives ou anxieuses à l'idée d'avoir à pratiquer un jour une réanimation.

Faire appel à ses souvenirs de gestes appris lors de l'apprentissage du permis de conduire ramène pour certains, dont je suis, à des temps bien lointains. Or, chaque minute de soins compte lors d'un arrêt cardiaque. Il est dès lors essentiel que le plus de personnes possible sachent pratiquer la réanimation et les gestes d'urgence avant une prise en charge par des professionnels.

La formation proposée par RéaJura Coeur apparaît comme un complément indispensable aux défibrillateurs installés un peu partout dans le Jura. Oui, le Jura est un canton industriel et artisanal. Faut-il pour autant uniquement proposer des formations en lien avec ces secteurs ? L'objectif de l'EFEJ est je cite : « De réinsérer rapidement et durablement les demandeurs d'emploi sur le marché du travail ». Dans ce but, et à l'heure où la sécurité et la santé au travail font partie intégrante des préoccupations de notre société, il nous semble adéquat d'offrir aux chômeurs et chômeuses de notre canton la possibilité d'ajouter une corde d'utilité publique à leur arc et accessoirement à leur CV.

Nous souhaitons cependant émettre une réserve sur ce genre de propositions. Nous validons la finalité de cette motion. Par contre, il faudra veiller à ce qu'elle ne devienne pas la porte ouverte à toutes sortes de formations « alibi » à proposer aux chômeurs dans le cadre de l'EFEJ. En conclusion, une majorité du groupe socialiste soutiendra la motion.

M. Michel Périat (PLR) : Quand j'ai lu cette motion et que nous en avons discuté, on paraissait enthousiaste et on s'est rendu compte finalement que ce n'était pas une bonne idée mais une fausse bonne idée. Vous le savez, je suis cardiologue, ce n'est pas la raison de mon intervention. La motion propose d'élargir l'offre de formation du chômage de l'EFEJ. Je me suis aperçu que l'ORP conseille et propose aux demandeurs d'emploi des mesures adaptées au marché du travail mais que l'EFEJ les exécute. C'est fondamental à comprendre. L'EFEJ ne peut pas vraiment proposer d'elle-même une nouvelle prestation qui ne répond pas à un besoin du marché du travail. Il faut juste rappeler que l'EFEJ est financé majoritairement par la Confédération et un peu par le Canton. Il serait donc difficilement pensable de faire admettre à la Confédération une telle mesure, et je peux en discuter après si vous êtes intéressés, qui ne répond pas aux objectifs de l'assurance-chômage, qui, rappelons-le et ça a été dit, a pour but le placement rapide et durable du chômeur, un placement qui doit être en phase avec le marché du travail. La formation en réanimation ne correspond pas non plus à une demande des entreprises puisque les entreprises ont l'obligation, de par la loi sur le travail, de prendre toutes mesures en matière de sécurité et de santé du travail. Je ne pense pas qu'on puisse agir par l'intermédiaire de l'EFEJ et je le regrette, parce que c'était quand même intéressant.

Si on se reporte sur le Canton et que l'on dit à ce dernier qu'il doit financer cette réanimation, je rappelle que c'est quatre heures qu'il faut répéter tous les deux ans et en plus il faut en avoir envie, ce n'est pas simple. Il est vrai que cela peut aider mais d'être le premier ça complique un peu les choses. Le Canton peut-il financer cette mesure ? Je pense que oui. Alors pourquoi pas la financer à tout le monde ? Je crois savoir que notre présidente avait demandé à ce que la réanimation soit faite dans les écoles. Oui, on doit informer les écoles. Oui, on doit proposer aux enfants des écoles, mais pas de cette manière-là. Je crois qu'il faut trouver un autre système que ce qui est proposé et qui ne fonctionne pas. Je pense que l'argent devrait être mis dans un autre système mais pas dans celui-là. Ce n'est pas très cher mais ça ouvre des portes qui seraient faussement comprises.

Les chômeurs, et je suis très triste qu'il y ait du chômage, vous le pensez bien, mais les chômeurs ont aussi un salaire qui est une prestation. Et cette prestation, à la limite, ils pourraient se la payer ou, par exemple, je donne volontiers mon salaire d'une journée pour former un chômeur en réanimation, pourquoi pas.

Mais non, on ne peut pas accepter cette motion comme elle est présentée. C'est pour ça que j'ai convaincu le groupe PLR qu'il ne fallait pas voter pour. Donc, nous nous opposons à cette motion parce qu'elle n'est pas compatible avec la réalité.

Mme Magali Rohner (VERT-E-S) : La motion no 1361 présentée par notre collègue Haas nous a paru intéressante puisqu'elle vise à augmenter les compétences et les capacités de réaction rapide de la population en cas d'urgence mé-

dicale. Dans le monde professionnel, une attestation confirmant qu'une personne est au bénéfice d'une formation à ce sujet peut représenter à notre sens une plus-value évidente, suivant évidemment le poste auquel on aspire.

Le concept actuel cantonal d'urgence et de sauvetage que le Jura est en train d'introduire, permettra, nous l'espérons, de sauver davantage de vies en cas d'urgences, en s'appuyant, je cite la page internet du canton : « Sur des secouristes bénévoles formés. Ceux-ci agiront en tant que premiers répondants dans le cadre de ce réseau mais les compétences acquises pourraient aussi bien être utiles dans un cadre plus général, professionnel ou même privé ». Des connaissances vitales qui ne seront jamais perdues même si le cours, normalement, devrait être refait tous les deux ans. Il nous semble littéralement vital de former une plus grande part de la population aux gestes qui sauvent.

On nous dit que ce n'est pas par l'EFEJ que ça doit passer. Les arguments à ce sujet ne nous convainquent pas. Bien sûr, on peut passer par l'école, on peut passer par d'autres choses, mais les formations dispensées actuellement par l'EFEJ ne sont pas uniquement techniques, ne correspondent pas uniquement directement à des besoins évidents du monde du travail. J'en veux pour preuve qu'on enseigne par exemple le français, les mathématiques et pour quoi pas, à notre sens, élargir encore ces compétences ?

Monsieur Périat, quant à lui, nous dit également que c'est une fausse bonne idée, ce n'est pas le seul. Mais pour nous, si ces aptitudes au secourisme ne sont pas forcément déterminantes selon un rapide sondage dans le monde du travail, nous pensons tout de même qu'elles peuvent avoir une importance et que cette importance ira certainement en augmentant. Si les entreprises doivent développer, dans chacune d'entre elles, un concept de sécurité, il paraît tout de même intéressant d'engager quelqu'un qui a déjà reçu une formation à ce sujet plutôt que quelqu'un qui n'en n'a pas du tout. D'un autre côté, à nos yeux, l'organisation de tels cours par l'EFEJ ne demandera pas autant d'efforts qu'avancé. Notre groupe soutiendra donc à l'unanimité cette motion.

M. Didier Spies (UDC) : Le groupe UDC a attentivement analysé la motion de notre collègue Quentin Haas. Pour trouver une position simple et claire, il faut simplement se poser deux questions. Est-ce que le Canton du Jura a aujourd'hui les moyens financiers pour pouvoir proposer une telle formation ? La réponse est tout simplement non. Aujourd'hui, nous devons penser à demain ou plutôt à après-demain et cela en lien avec les finances. Voulons-nous accepter une prestation aujourd'hui qui sera supprimée dans quelques mois ? Oui, chers collègues, nous devons à l'avenir nous poser cette question avant de prendre position sur des interventions parlementaires.

Et pour la deuxième question : Est-ce que cette formation favorisera une insertion professionnelle plus rapide ? Là, nous devons également répondre non.

J'ai également entendu certains propos et je dois absolument corriger un peu la situation. J'ai été pendant quelques années gendarme, j'ai encore de la formation aussi au niveau des secours, au niveau de ma profession actuelle. J'ai eu l'occasion ou plutôt le malheur, l'occasion quand même, de devoir secourir des personnes. Quand je regarde et que j'analyse après coup qui était autour de moi pour donner un coup de main ou pour voir qui a réagi et comment, je me suis quand même dit que c'était bizarre. Nous avons presque

tous le permis de voiture, on a fait un certain nombre de cours, on en fait à gauche, à droite et c'est quand même la peur de faire juste ou faux qui ressort. Il faut le dire, c'est comme cela. Les personnes aujourd'hui ne savent pas si après, la personne lésée, pourrait se retourner contre la personne qui s'est engagée. Malheureusement, j'ai perdu deux personnes lors de tels sauvetages.

Vous l'aurez compris, le groupe UDC refusera à une large majorité la motion no 1361 et nous invitons les autres groupes à en faire de même.

M. Loïc Dobler (PS) : La rapporteure de notre groupe a très bien fait son travail. Elle a dit à la majorité. C'est moi la minorité du groupe, il en faut bien un. Je ne suis pas cardiologue, par contre je travaille quand même assez régulièrement dans le domaine de l'assurance-chômage et je dois dire que j'ai de sérieux doutes sur la réalisation de cette motion, notamment par rapport aux aspects financiers, ça a été dit par le représentant du Gouvernement, et notamment par rapport à l'EFEJ qui est en immense majorité financé par les mesures de l'assurance-chômage.

On a entendu dire ici qu'on avait très peu de marge de manœuvre par rapport à la loi fédérale sur l'assurance-chômage. J'aimerais savoir ce qu'est le peu de manœuvre. Parce qu'à mon sens, il n'y en a juste pas du tout en la matière. Donc, on est un peu embêté dans cette situation parce que je rejoins pleinement l'objectif initial de la motion qui est d'augmenter le nombre de personnes qui sont en capacité de réagir lorsqu'il y a une situation compliquée qui se présente.

D'un autre côté, il y a cette situation d'une part de financement et, d'autre part, de situation des chômeuses et des chômeurs qui ne sont pas des personnes qui attendent à la maison de trouver un emploi et à qui on peut donner toutes sortes d'activités à gauche et à droite. De soutenir ce texte, c'est un peu aller dans cette logique-là. En ce sens, j'ai du mal à soutenir cette motion.

Par contre, ça a été dit, notre présidente avait déposé une motion à l'époque par rapport à l'école. Je pense qu'il peut y avoir une réflexion sur la population de manière générale qui souhaite et qui devrait se former aussi pour répondre au concept sanitaire en la matière. Donc oui, il doit y avoir une réflexion là-dessus, je me vois mal juste refuser cette motion, car cela voudrait dire qu'il n'y a pas du tout de problématique et, personnellement, j'inviterais le motionnaire à transformer sa motion en postulat pour que l'on puisse étudier de manière plus large les possibilités qui existent en matière de financement par rapport aux demandeurs d'emploi d'une part, et de manière plus générale quel système on peut mettre en place pour trouver des personnes qui seraient intéressées à suivre cette formation. Je vous remercie pour votre soutien et l'auteur de sa transformation en postulat.

La présidente : Une demande de transformation en postulat vient d'être formulée. Est-ce que vous l'acceptez ?

M. Quentin Haas (PCSI) : Oui, je l'accepte.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Oui, Mesdames et Messieurs les Députés, changer une motion en postulat, il faut donner un cadre clair de l'analyse. Aujourd'hui, la motion demande d'octroyer un mandat

à l'EFEJ sans aucune contrepartie possible de la Confédération, c'est-à-dire avec un financement unique du Canton pour donner des cours à des chômeurs de quatre heures tous les deux ans pour des cours de réanimation. Mesdames et Messieurs, les deux cibles visées sont d'entrée complètement manquées. Nous avons consulté les milieux concernés, aucun employeur n'est intéressé par ce genre de formation au niveau des chômeurs. Aucune structure interrogée par rapport à la motion n'est intéressée à ce qui est proposé.

Première cible, augmenter la probabilité de réinsertion des chômeurs, manquée ! Au niveau sanitaire, Mesdames et Messieurs, excusez-moi d'être un peu direct, mais si nous devons définir un ciblage pour une couverture parfaite du canton du Jura au niveau de la prise en charge sanitaire, j'ai entendu que cela ferait du bien de réanimer un peu nos cours sanitaires dans le cadre du permis de conduire, ce n'est pas cela Mesdames et Messieurs. C'est prendre la responsabilité de faire partie d'un réseau qui est appelé en cas d'urgences pour intervenir sur un corps qui est en difficulté respiratoire ou cardiaque ou à travers un AVC. Ce n'est pas tout à coup intervenir car nous avons du temps libre. C'est être d'accord de donner son numéro de téléphone, d'être formé pour cet acte et de l'exécuter.

Deuxième cible, manquée ! Aujourd'hui, nous n'avons pas un manque majeur de premiers répondants, nous avons des gens, et je crois même que dans la salle certains groupes sont allés se former il y a quelques années pour justement être capable de répondre à ce genre de choses. J'aimerais bien savoir combien aujourd'hui, si l'un de nous tombait malheureusement dans cette salle, combien, suite à ces cours, oseraient prendre la responsabilité de faire le bon acte ? Il y a d'autres professionnels de la santé dans la salle je le sais, mais juste pour vous dire, Mesdames et Messieurs les Députés, lorsque le Parlement change une motion en postulat c'est pour atteindre un objectif. Aujourd'hui, changer cette motion en postulat ne permettra d'atteindre aucun objectif formulé dans la motion en question, c'est faire perdre du temps à l'administration cantonale.

M. Quentin Haas (PCSI) : Bon, écoutez ! On va défoncer pas mal de portes ouvertes pour commencer étant donné que la moitié de ce qui a été dit ici est faux. Relisez l'intervention qui vous est proposée aujourd'hui ! Ce n'est pas compliqué de lire ce que l'on vous donne avant de voter.

L'EFEJ est désigné comme une autorité pourvoyant des formations, ça ne dit pas que l'EFEJ doit donner ces formations. Quand vous aviez proposé, Madame la Présidente, d'avoir ces mêmes cours dans les écoles, ce n'était pas aux professeurs de primaire de se mettre à genoux pour faire du massage cardiaque devant des enfants. Donc, quand on parle de l'EFEJ pour les formations, pour les personnes au chômage et je cite le texte : « Elargir l'offre des formations en y incluant la possibilité d'obtenir un certificat de réanimation ». Je ne demande pas à l'EFEJ de mettre ces cours en place ni d'employer des professeurs. Il n'est pas compliqué de mettre en place une structure qui s'occupe d'envoyer un mail par année aux chômeurs ou aux personnes en réinsertion pour s'inscrire. Je ne pense pas que l'on doive embaucher quelqu'un. Libre à vous après de mandater une entreprise privée ou de passer par le Département des finances pour le faire. Mais j'ai nommé l'EFEJ explicitement parce que c'est leur job et je ne pense pas que cela soit la mer à boire de l'organiser à l'interne sans que ceci doive faire partie du cahier des charges fédérales.

Donc, relisons bien ce qui est dit : « Elargir l'offre de formation ». J'ai d'ailleurs dit que ça pouvait passer par AvenirFormation, que ça pouvait passer par l'ORP, ça n'a pas à être organisé au sein même de l'école. D'ailleurs, le personnel de l'EFEJ est formé pour ces mêmes cours de réanimation et quand j'entends ici dire que ces quatre malheureuses heures ne servent à rien, commençons par faire des économies et retirons-les à tous ces gens-là ! On en train de discuter où aller chercher des centaines de mille. Eh bien, la réanimation terminée ! Et on peut même l'enlever aux permis de conduire tant qu'on y est, étant donné qu'apparemment tant que l'on n'est pas cardiologue ça ne sert à rien ! RéaJura Coeur est contre ! Je l'apprends car on m'a dit l'inverse et j'ai discuté longuement avec eux. On ne doit pas avoir les mêmes informateurs.

Au moment où vous dites que les personnes qui font ces cours, ce n'est pas « tralali, tralala », on doit donner notre numéro de téléphone. Ici, vous confondez avec le permis de conduire où oui, on n'apprend à peu près rien du tout. Dans ce cas-là, si vous êtes intéressés, c'est un cours que vous devez refaire tous les deux ans et si vous voulez faire partie des corps de réanimation, vous donnez votre numéro de téléphone sur base volontaire. Vous êtes là pour aider parce que vous avez envie de participer à quelque chose. Et quand j'entends de long en large, à longueur d'année, à quel point on crache sur les chômeurs comme étant des profiteurs qui ne font que recevoir, pour une fois qu'on vous propose pour trois centimes de faire en sorte que ces gens-là puissent faire un retour à la collectivité, on me dit non, parce que cela coûte trop cher. C'est à marcher sur la tête.

Dernièrement, on m'a aussi dit largement, collectivement, former les chômeurs, non ! Pour réanimer quelqu'un, il faut le vouloir, il faut s'inscrire, il faut être sur place pour le faire bien et il faut savoir le faire et avoir envie de le faire. Donc non, on ne va pas commencer de former des chômeurs sur le trottoir une fois tous les quinze jours parce que l'on trouve ça drôle.

Un aspect ironique quand on me dit : « Le Gouvernement a pris d'autres mesures pour cela ». Donc, celle-là ne sert à rien. Je reprends vos termes quand vous parliez de la COVID Monsieur le Ministre : « Ce n'est pas parce qu'on a le vaccin qu'il faut arrêter de se laver les mains ou de porter le masque ». Ce n'est pas parce qu'on a formé des pompiers pour faire de la réanimation qu'il faut arrêter d'apprendre le massage cardiaque à nos jeunes pendant le permis, voire même à nos chômeurs.

Vous avez aussi dit qu'il n'y a pas d'intérêt pour les entreprises concernées mais ok pour les agriculteurs et les secrétaires communaux. J'apprends maintenant que les agriculteurs reconnaissent que cette formation offre des avantages sur le marché du travail ou alors, je devine, vous avez été capable de faire trois pas en arrière et puis de dire : « A tient ! Sécurité sanitaire ! ». Tout d'un coup, dans les fermes, ça fonctionne.

Je reviens toujours au même point mais c'est ahurissant de se dire que l'on n'est pas capable d'offrir quelque chose de simple, d'organiser un fichier Excel pour les chômeurs volontaires. C'est une fois tous les ans, ça ne coûte rien, le cours est de 100 francs. Il n'y en aura pas 400 par an, je vous rassure. A ce niveau-là, j'aimerais juste revenir sur l'aspect finances et emploi, quand on me dit que l'emploi ce n'est pas suffisant pour décider une embauche. Sans blague ? Si j'ai besoin de quelqu'un pour faire un massage

cardiaque, j'embauche un cardiologue mais de la même manière quand on offre des cours subsidiaires à des chômeurs pour manipuler un tableau Excel ou faire cinq heures d'allemand, on ne va pas les embaucher comme traducteur ou informaticien non plus. Il faut vraiment s'introduire dans la tête l'histoire de formation complémentaire et subsidiaire. On ne cherche pas des cardiologues avec cette formation, mettez-vous cela dans la tête !

Et enfin pour l'aspect financier qui a été relevé par l'UDC, j'aimerais paraphraser le député Gigon qui a mentionné dans la discussion précédente, pour l'objet précédent, qu'il serait intéressant d'intégrer les autres institutions pour élargir la discussion dans le débat. Monsieur le député Gigon, brillante intervention d'une intelligence splendide !

Donc, elle a été transformée en postulat. De fait, cet élargissement de la réflexion pourrait y être intégré. Je pense que c'est nécessaire. Je pense que c'est bon et que c'est impératif que nous y venions si on veut assurer une sécurité sanitaire sur ce canton.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Je ne pensais pas forcément remonter à la tribune mais je crois que je dois quand même corriger certains propos de Monsieur le Député. Vous m'attribuez des propos que je n'ai jamais tenus, ni formellement ni pensés concernant les chômeurs. Et deuxièmement, votre démonstration par rapport aux agriculteurs, vous n'avez juste pas compris mon propos, je parlais des agriculteurs, je parlais des secrétaires communaux comme exemples, pour avoir une couverture sur l'ensemble du territoire, ce qu'on ne pourra jamais garantir avec des chômeurs dans le cadre de l'EFEJ.

Premièrement, cela ne serait qu'une petite partie des chômeurs parce que tous les chômeurs ne passent pas à travers l'EFEJ. Il faut répondre à certains critères. Si tout à coup le postulat vient à devoir réfléchir sur la meilleure possibilité d'offrir des cours de réanimation à la population jurassienne pour garantir une sécurité maximum dans le cadre du concept de prise en charge en matière d'urgence, c'est totalement différent. Mais alors, il vous faut réécrire complètement votre motion, venir avec un vrai postulat qui précise ce que je viens de faire et, dans ce cas-là, je proposerai de l'accepter.

Par contre, ce qui est mentionné aujourd'hui dans la motion transformée en postulat à un double objectif, une double cible qui ne nécessite pas de grandes analyses de la part de l'administration. On est aussi dans une période où sincèrement il faut être un tout petit peu efficace dans ce que l'on demande comme travail à l'administration. Les réponses sont relativement claires par rapport à la proposition que vous faites dans le cadre de la motion.

Par contre, si c'est une conception plus large, parce que ce ne sont pas des cours qui sont donnés juste pour le plaisir d'être donnés, ce sont des cours qui doivent aboutir à de nouveaux premiers répondants dans le cadre du concept, qui peuvent être appelés par la centrale. Si ce n'est pas cela, c'est au hasard des promenades que vous tomberez sur quelqu'un qui fait un malaise ou pas, c'est pas du tout le concept cantonal et, très honnêtement, l'effet par rapport à la sécurité sanitaire est très marginal par rapport aux ressources nécessaires, ressources qui ne sont pas seulement financières. Elles sont aussi de personnes qui doivent donner des cours, s'occuper et faire des suivis.

Je vous invite à reformuler une nouvelle intervention

sous forme de postulat qui précise le débat de ce jour dans une optique sanitaire uniquement, parce que pour le reste, malheureusement, l'effet est marginal, voire nul.

Au vote, le postulat no 1361a est rejeté par 27 voix contre 26.

15. Motion no 1365

Loi sur le salaire minimum cantonal - Bilan et mesures correctives des effets négatifs indirects Magali Voillat (PDC)

La loi sur le salaire minimum cantonal est entrée en vigueur le 1^{er} février 2018. Celle-ci octroyait un délai de deux ans aux employeurs pour régulariser les situations non-conformes, soit jusqu'au 31 janvier 2020. Trois années après l'entrée en vigueur de la loi et une année après l'échéance pour la mise en application, dresser un bilan nous semble indispensable.

Outre une évaluation relative au respect et non-respect de la loi, nous sollicitons un bilan concernant les effets négatifs indirects induits par l'introduction du salaire minimum cantonal.

Nous avons ainsi connaissance de situations qui se sont dégradées avec la mise en œuvre de la loi sur le salaire minimum, notamment pour ce qui concerne les jeunes.

D'une part, les durées des stages sont beaucoup plus restrictives. Seuls sont autorisés les stages de découverte de maximum un mois et les stages obligatoires avant d'entamer une formation. Tous les autres stages sont interdits ou doivent être rémunérés conformément au salaire minimum, ce que les employeurs ne peuvent évidemment pas se permettre. Tant qu'à devoir se conformer au salaire minimum, la majorité des employeurs va plutôt opter pour un employé qualifié plutôt qu'un jeune sans diplôme et sans expérience. Par conséquent, dans l'attente de démarrer ou redémarrer une formation, de nombreux jeunes se retrouvent sans activité à la maison au lieu d'acquérir une expérience professionnelle via un stage et de percevoir une petite indemnisation. Ils se retrouvent ainsi sans revenu ou bénéficiaire d'indemnités chômage.

D'autre part, les jobs d'étudiants occupés par ceux-ci durant les vacances ou en parallèle de leurs études sont aussi soumis au salaire minimum. A nouveau, les possibilités pour les étudiants se restreignent drastiquement et compliquent la situation financière des jeunes et de leurs familles.

Nous regrettons donc que la mise en œuvre de la loi sur le salaire minimum ait des conséquences négatives indirectes de ce type pour les jeunes, mais potentiellement également pour d'autres catégories d'employés.

Si cette thématique de l'emploi des jeunes était abordée dans le premier projet de loi, ainsi que dans le message du Gouvernement de 2015, elle a totalement disparue dans le deuxième projet de loi qui a finalement été adopté par le Parlement.

Outre le bilan de la situation trois années après l'entrée en vigueur de la loi sur le salaire minimum, nous sollicitons donc une adaptation de la loi en question ou l'adoption d'une ordonnance d'application pour clarifier et éliminer les effets négatifs indirects.

Nous prions le Gouvernement de :

- réaliser un bilan suite à l'introduction de la loi sur le salaire minimum ;
- proposer une adaptation de la loi et/ou l'adoption d'une ordonnance d'application.

Mme Magali Voillat (PDC) : Le salaire minimum est entré en vigueur en février 2018, avec un délai de deux ans accordé aux employeurs pour se mettre en conformité. Depuis le 1^{er} février 2020, le salaire minimum est strictement entré en force, soit depuis maintenant 18 mois.

En titre de préambule, je souhaite ici préciser que cette motion n'a nullement pour objectif de remettre en question le bien-fondé du salaire minimum, absolument pas ! La motion a pour objectif de demander un bilan suite à l'introduction du salaire minimum pour évaluer et confirmer des effets indirects négatifs introduits par cette loi. Puis, la motion sollicite la mise en œuvre de mesures correctives ou complémentaires pour aboutir à une loi qui déploie encore mieux ses effets, notamment relativement à l'emploi des jeunes.

Le Gouvernement recommande le refus de la motion, arguant que l'Etat n'a pas pour mission de contrôler la bonne application de la loi. Toutefois, en tant que législateur, le Parlement jurassien a pour rôle de définir des bases légales applicables judicieuses et ce n'est pas un aveu d'échec que de devoir affiner un dispositif légal après un certain temps d'application et le constat de divers problèmes. Les jeunes sont ô combien importants pour envisager un avenir plus serein dans notre canton, cela est souvent rappelé et les thématiques de la jeunesse et de la formation font régulièrement l'objet d'interventions pour les soutenir.

Toutefois, et c'est bien regrettable, les jeunes sont clairement pénalisés depuis l'introduction du salaire minimum, cela n'était évidemment pas souhaité. Mais en regardant dans le rétroviseur, après 18 mois, on constate de nombreuses situations qui interpellent et qui fâchent. Les nombreux contacts que j'ai pris en préparant ce dossier, tant avec les jeunes, leurs parents mais aussi avec des employeurs, me permettent d'affirmer qu'il y a un réel problème au niveau des emplois d'étudiants ou emplois d'été ainsi que des stages.

L'idée n'est pas de favoriser l'emploi des jeunes à tarif réduit, voire gratuit, mais bien au contraire d'éviter que des portes ne se ferment devant eux. Quoi de mieux que quelques exemples pour illustrer les problématiques et démontrer qu'il ne s'agit ni de stages bidons, ni d'emplois d'étudiants au rabais. Mais, au préalable, je me permets juste de rappeler que le salaire minimum, selon la loi, s'applique à tous les jeunes sauf aux apprentis et stagiaires. Si la loi qui est très succincte ne précise pas davantage les choses, il s'avère, selon les directives transmises par différents services de l'Etat, que seules deux catégories de stages sont exemptées du salaire minimum. Les jeunes qui réalisent un stage dit « obligatoire » dans le cadre de leur formation, donc un stage qui fait partie intégrante du cursus de formation et, deuxièmement, les stages de « découverte » d'une durée maximale d'un mois.

Venons-en aux exemples. Le premier exemple concerne le domaine des stages. Un jeune commence un apprentissage mais il met un terme au bout de cinq mois car le métier ne lui convient pas du tout. En quelques semaines, avec l'aide de ses parents, il définit un nouveau projet profession-

nel et trouve, heureusement pour lui, une place d'apprentissage pour l'été suivant. Soucieux que leur jeune ne reste pas sur le canapé à ne rien faire pendant cinq à six mois, les parents convainquent le futur employeur de leur enfant de le prendre en stage. Et c'est ici que les limites d'application de la loi sur le salaire minimum font leur apparition. Voici les solutions ou plutôt les barrières qui se présentent. Selon la loi sur le salaire minimum, si on considère qu'il s'agit d'un stage, alors il doit être limité à un mois au titre de stage de « découverte ». Autre solution, appliquer le salaire minimum pour ce jeune. Mais pensez-vous vraiment logique d'octroyer 20 francs par heure à un jeune qui ne connaît rien au métier, qui vient en préformation dans l'entreprise ? On peut clairement affirmer que le jeune n'est en aucun cas ici employé pour remplacer un collaborateur et qu'il serait illusoire de penser qu'il contribuera autant qu'un employé qualifié. Et cela serait encore plus étrange sachant que le jeune sera ensuite soumis à un salaire d'apprenti. Il est utile de préciser que l'employeur acceptait d'accueillir le jeune à bien plaisir, dans un but occupationnel mais aussi pour lui donner toutes les chances de mieux mener à bien son futur apprentissage. Alors que la solution, pour être en règle, aurait été ici de limiter le stage à un mois et de renvoyer ensuite le jeune sur son canapé, l'employeur, les parents et le jeune se sont mis d'accord pour se mettre hors-la-loi et le jeune a réalisé cinq mois de stage en entreprise, en amont de son apprentissage. Tant mieux pour le jeune, mais est-ce correct de pousser les différentes parties à se mettre en porte-à-faux avec une loi ?

Autre exemple concernant des stagiaires. Quand on sait la difficulté de trouver un premier emploi en tant que jeune diplômé et même pour les personnes au bénéfice d'un diplôme HES, voire universitaire, la voie du stage est souvent une énorme chance pour les jeunes. En effet, elle permet d'inscrire sur son CV une expérience professionnelle. Elle permet parfois même de décrocher un job auprès de l'entreprise qui les accueille en stage. Comme il s'agit à nouveau d'un stage volontaire et non pas obligatoire, la durée ne peut excéder un mois, sauf si le salaire minimum est ensuite appliqué. Les employeurs concernés relèvent bien que petit à petit le jeune participe au fonctionnement de l'entreprise mais il ne remplace pas un employé et n'atteint pas, disons-le en toute franchise, le même niveau de productivité qu'un employé avec expérience. Les employeurs, même s'il ne s'agit pas de stage dit « obligatoire », consacrent de l'énergie pour compléter la formation du jeune, lui faire découvrir les ficelles du métier. Souvent, en tant que jeune diplômé, on a le sentiment d'être prêt pour le marché du travail mais, avec du recul, je pense que beaucoup ici ont conscience de l'effort de formation pratique encore nécessaire en entrant sur le marché du travail avant d'être vraiment efficace. Donc à nouveau, dans cet exemple, le salaire minimum est peu justifié et une durée supérieure pour les stages volontaires serait nécessaire pour le bien des jeunes dans l'optique de décrocher ensuite un emploi.

En résumé, relativement aux stages, la loi devrait être revue pour élargir quelque peu le spectre de ce qui est autorisé en dérogation du salaire minimum. La durée maximale des stages non obligatoires pourrait être allongée à six mois ou une année au lieu d'un mois. Les cantons de Genève et Neuchâtel, qui sont les deux autres cantons romands à disposer d'une loi sur le salaire minimum, ont édicté des règlements d'application qui sont très intéressants. Les situations précitées sont justement des exceptions prévues par les

cantons de Genève et Neuchâtel. Par de légères adaptations de nos dispositions jurassiennes, il serait mieux tenu compte de la réalité du terrain et cela permettrait de fonctionner avec bon sens entre employeurs et jeunes pour le bien de ces derniers, tout en mettant des limites pour éviter les abus qui seraient dommageables.

Concernant les jobs d'étudiants ou jobs d'été, nombreux sont les jeunes à affirmer ne pas toucher le salaire minimum. Certains jeunes sont au courant que leur employeur ne respecte pas la loi, mais soit ils n'osent pas solliciter leur employeur par peur de perdre leur emploi, soit ils se voient refuser une augmentation. J'ai aussi constaté que de nombreux jeunes ignorent que le salaire minimum s'applique également à eux. Et, pire encore, de nombreux employeurs ont reconnu en toute franchise ne pas savoir que le salaire minimum concerne également ce type d'emplois. En l'apprenant, la réaction quasi immédiate consiste à affirmer que, dans ce cas, ils n'auront plus recours à des jeunes. Bien souvent, les employeurs justifient leur réaction en rappelant que, certes, les jeunes fournissent une prestation mais qui n'est pas comparable à celle d'un employé qualifié, tant en quantité qu'en qualité et que l'emploi des jeunes est aussi une forme de soutien à la jeunesse, voire de reconnaissance à leurs employés lorsque ce sont leurs propres enfants à qui il est offert un job d'étudiant.

Prenons un exemple concret. Vaut-il mieux pour un employeur attribuer le salaire minimum à un jeune de 15 ans pour effectuer des grands nettoyages ou pour un prix identique ou légèrement supérieur, bénéficier de prestations de professionnels du domaine du nettoyage ? En considérant des éléments factuels tels que les coûts, la qualité de la prestation et la rapidité d'exécution, le risque est que les jeunes ne soient plus retenus pour de telles tâches. Il semble pourtant évident qu'un jeune de 15 ans est déjà ravi avec un salaire, par exemple, de 15 francs de l'heure.

Faut-il aussi citer la problématique du baby-sitting où les taux horaires pratiqués sont très éloignés du salaire minimum alors que celui-ci devrait être appliqué même si vous confiez vos enfants à un jeune de 15 ans ? Aussi une adaptation des dispositions légales serait à nouveau profitable à tous.

À l'image de ce qui figure dans la loi sur le salaire minimum du canton de Neuchâtel pour les emplois étudiants, le salaire minimum ne s'applique pas aux personnes en formation jusqu'à 25 ans, pour autant que le contrat n'excède pas trois mois par année civile. Du côté de Genève, le salaire minimum ne s'applique jamais aux jeunes mineurs et, pour les plus de 18 ans, sans limite d'âge supérieur, des conditions sont fixées à la durée de ces emplois dits « occasionnels ». Ces distinctions me sembleraient opportunes et permettraient, à mon sens, de trouver un équilibre entre les possibilités des employeurs et les besoins des jeunes. Cela permettrait de retrouver aussi la dimension qui figurait dans le premier projet de loi de 2015 et/ou il était justement prévu d'exclure les jeunes du champ d'application de la loi sur le salaire minimum.

En conclusion, tant pour la problématique des stages que des emplois d'étudiants, les effets de la loi sur le salaire minimum sont préjudiciables aux jeunes Jurassiens. D'une part, la loi est très succincte et, d'autre part, il n'existe pas de communication uniforme et officielle des dispositions d'application. Seuls certains domaines d'activité ont reçu des informations de services cantonaux suite à des questions qu'ils ont adressées à ceux-ci.

Les effets indirects pourraient donc être corrigés assez facilement, soit par une modification de la loi ou par l'adoption d'une ordonnance, comme à Genève et Neuchâtel, le tout sans remettre en question une fois encore le bien-fondé du salaire minimum. Dans tous les cas, qu'il y ait une revue ou pas du dispositif légal, une communication plus large est nécessaire. Chères et chers collègues, je vous appelle à soutenir cette motion en marque de soutien aux jeunes de notre canton.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Effectivement Madame la Députée, je dirais que tout ce que vous avez présenté au niveau du Parlement dans le cadre du développement de votre motion n'est pas nouveau. On en a discuté lors du développement de la loi sur le salaire minimum qui a fait couler pas mal d'encre et de salive durant les débats. Je me permets de rappeler tout d'abord que le Parlement a décidé en 2017 de limiter, dans des cas où le salaire minimum ne s'applique pas, aux emplois dans le cadre familial, aux formations, stages et apprentissages, aux mesures d'intégration professionnelle et aux emplois soumis à une convention collective de travail avec salaire minimum ou à un contrat de travail. Hormis ces exceptions, et c'était une volonté du Parlement de l'époque, le salaire minimum s'applique. Les députés de l'époque ont estimé qu'un travail d'été, même pour un étudiant, devait être payé à 20 francs. Je suis très factuel dans mes propos. Ce sont les décisions et les discussions qui ont été menées à l'époque.

La motion évoque en réalité la question importante de la distinction entre stages et emplois. Cette question se pose depuis bien avant l'introduction sur le salaire minimum cantonal. Régulièrement, les commissions paritaires, qui doivent examiner si une convention collective de travail s'applique ou non, sont amenées à déterminer si un contrat est un stage ou un emploi. La commission tripartite de libre-circulation des personnes se pose également souvent cette question. Elle doit vérifier que les usages salariaux sont respectés et examine dès lors attentivement si les activités désignées comme étant des stages en sont réellement ou s'il ne s'agit pas plutôt d'emplois déguisés en stages.

La loi sur le salaire minimum cantonal n'a rien changé sur ce plan. Alors, vous l'avez dit, je le répète, qu'entend-on par stages ? Il y en a de plusieurs types. Tout d'abord, les stages d'observation ou stages de découverte. Ils permettent de se familiariser avec une activité avant une première formation ou une nouvelle formation, ils durent de quelques jours à un mois, comme vous l'avez dit. Quelques jours, voire deux, trois ou quatre semaines suffisent largement pour se faire une idée d'un métier. C'est à ces conclusions que sont arrivés les professionnels dans ce domaine.

Ensuite, les stages probatoires, c'est-à-dire permettant d'être admis à une formation. Leur durée est fixée par l'institution de formation. Il y a aussi les stages en cours de formation, comme vous l'avez mentionné, par exemple ceux des médecins ou des avocats. Ils débouchent sur une certification et sont réglementés. Enfin, sont également des stages à part entière, ceux prévus par les lois sociales, AI, chômage, etc. Ils sont réglementés notamment pour prévenir les abus, vous vous en doutez bien.

Ne sont en tout cas pas des stages, les premiers emplois occupés par des jeunes personnes, les mises au courant dans le cadre d'un véritable travail, les emplois de courte durée, les remplacements. Parfois, ces emplois sont appe-

lés abusivement « stages ». Quand il s'agit d'emplois, ils doivent être rémunérés comme tels. Si un emploi occupé par un étudiant est normalement productif, il n'y a aucune raison pour qu'il ne soit pas rémunéré à un tarif emploi.

Invariablement, un stagiaire doit être un surnuméraire dans l'entreprise, dont l'entreprise n'a normalement pas besoin pour déployer son activité. C'est là la définition du stage. Un nombre élevé de stagiaires dans une entreprise en particulier peut donc être suspect selon les circonstances. Soit le stage peut être rangé dans les catégories précitées, observation, découverte, probatoire, en cours de formation, réinsertion, et il s'agit d'un véritable stage qui échappe au salaire minimum cantonal et au salaire conventionnel éventuel, soit il est assimilable à un emploi normalement productif et doit être rémunéré comme tel, avec, oui Madame la Députée, je l'admets volontiers, certains effets et certaines situations que vous avez mentionnés dans le développement.

La motion prétend qu'un employeur tenu de verser le salaire minimum cantonal serait incité à engager du personnel qualifié plutôt que de jeunes personnes. Très honnêtement, l'argument me surprend un peu dans la mesure où l'engagement d'une personne qualifiée nécessitera de verser un salaire plus élevé que le salaire minimum ou égal au salaire minimum. Si l'employeur n'a pas besoin d'un qualifié, il n'aura donc aucun intérêt à l'engager à la place d'un jeune non qualifié.

La motion demande en outre de réaliser un bilan de l'application de la loi sur le salaire minimum. A ce sujet, il faut préciser que l'administration n'a aucune compétence pour appliquer cette loi. Elle n'a donc pas la compétence d'en vérifier la correcte application par les employeurs. C'est uniquement dans le cadre des contrôles usuels menés par la commission tripartite de la libre-circulation des personnes que des correctifs sont demandés aux employeurs lorsqu'ils ne respectent pas le salaire minimum. Les contrôles ne donnent toutefois qu'une vision, vous imaginez bien très partielle, du respect du salaire minimum. Le mandat de cette commission est en effet très large. La plupart des emplois contrôlés par cette commission se situent dans des branches où les salaires sont supérieurs au salaire minimum. Par ailleurs, pour faire un bilan, il faudrait pouvoir comparer la situation avant la loi et celle depuis son entrée en vigueur avec encore entretemps 18 mois de COVID. Je ne sais pas comment on prendrait cela en compte. Dans notre canton, aucune étude n'a été faite malheureusement sur l'emploi des jeunes sous forme de stages ou jobs d'étudiant avant l'entrée en vigueur de la loi. Un bilan ne pourrait en aucun cas être dressé de manière statistiquement scientifiquement correct.

Quoiqu'il en soit, tout véritable travail productif doit continuer à être rémunéré de façon décente, y compris lorsqu'il est fourni par des jeunes personnes. On ne peut exclure du droit à un salaire décent les jeunes personnes qui travaillent. Il serait choquant de favoriser les stages, excusez-moi, « bidons » et l'emploi au rabais. Le Gouvernement ne souhaite pas proposer une modification de loi pour l'instant ou édicter une ordonnance qui légaliserait des emplois précaires. Il faut éviter d'autoriser la sous-enchère salariale, laquelle rejaillira inmanquablement sur d'autres personnes, notamment les demandeurs d'emploi. Ce n'est évidemment pas souhaitable. Le Gouvernement estime que démanteler la loi sur le salaire minimum cantonal aujourd'hui serait un mauvais si-

gnal. Aujourd'hui, on parle de salaires des jeunes personnes, et demain ? Est-ce qu'il y aura une motion sur les salaires des détachés, des deuxièmes revenus, etc. ? Où allons-nous nous arrêter ? A ce stade, le Gouvernement recommande de rejeter la motion proposée.

M. Loïc Dobler (PS) : Si j'avais su que le ministre serait aussi bon, je n'aurais même pas pressé sur le bouton. Par anticipation, j'avais déjà pressé, ce qui veut dire que je peux avoir quelques doutes quand même, si de manière générale il est plutôt bon. Mais c'est vrai que l'on n'est pas connu pour avoir des accords en matière de politique salariale et notamment le rôle de l'Etat en la matière.

Beaucoup de choses ont été dites notamment par la motionnaire. Je dois dire qu'on mélange allègrement toute une série de sujets. On parle des jeunes qui font un stage dans le cadre d'une formation, des jeunes qui auraient arrêté un apprentissage et qui feraient un stage en attendant de commencer un autre apprentissage, des jeunes qui sont formés, donc diplômés mais qu'il faudrait sous-payer pendant quelques mois pour qu'ils puissent ensuite travailler avec un salaire décent. C'est un peu le pot-pourri, on pourrait dire, en ce qui concerne cette motion.

Que l'on me présente une problématique claire, typiquement avec un jeune qui aurait arrêté un apprentissage et qu'effectivement, pour cinq mois, il faudrait qu'il puisse continuer de travailler dans l'entreprise à un salaire d'apprenti parce qu'il y a une perspective d'engagement, parce qu'il y a un contrat d'apprentissage qui est prévu derrière, très bien ! Est-ce que vous avez adressé cette demande au Service de l'économie et de l'emploi, respectivement à la commission tripartite de libre-circulation des personnes ? J'en doute, puisque j'en suis membre et je n'ai jamais eu écho de situations telles que celles que vous exposez. Des situations un peu compliquées, mais je doute que la règle absolue aujourd'hui soit qu'un apprenti ne finisse pas son apprentissage et commence un autre apprentissage en plein milieu de l'année. Donc, ce n'est pas avec les quelques situations particulières que l'on doit adapter la règle générale.

La définition des stages que vous évoquez, le ministre l'a rappelé et c'est important, n'est pas définie dans la loi et vous avez parfaitement raison. Je trouve que c'est quelque chose de plutôt intelligent parce que la définition du stage a été adoptée par une commission. Cette commission, c'est la commission tripartite de libre-circulation des personnes dans laquelle sont représentés les employeurs, les employés et les représentants de l'Etat. Je crois que si on peut faire confiance à des gens qui connaissent le terrain, il s'agit bien de faire confiance aux gens qui représentent ces personnes sur le terrain, en l'occurrence les employeurs, les syndicats et les représentants de l'Etat.

D'ailleurs, sur cette question des stages que vous évoquez, je dois dire que celle qui me choque le plus est vraiment le fait que les jeunes diplômés peuvent commencer leur activité avec des salaires en-dessous du salaire minimum. C'est aujourd'hui la plaie numéro une pour les jeunes sur le marché du travail, notamment ceux qui vont se former à l'extérieur à un très haut niveau et qui reviennent parfois dans notre région et à qui on dit, dans la perspective éventuelle d'avoir un emploi par la suite : « Viens déjà travailler six mois chez nous à un salaire en-dessous de ce qui est prévu et peut-être qu'on t'engagera par la suite ». Et là, en l'occurrence, malheureusement, je suis tenu au secret de

fonction par rapport à la commission tripartite de libre-circulation des personnes, mais je peux vous garantir qu'il faut vous abstenir de donner cet exemple comme un bon exemple. Car, que ce soit dans l'informatique, dans l'architecture, dans énormément de domaines, c'est là la plaie numéro une. Soit ils ne trouvent pas de travail, soit ils en trouvent à des conditions déplorables que l'on ne peut pas accepter. Quand on dit que l'on a du mal à ce que les jeunes trouvent un emploi dans le Jura, je ne crois pas que leur offrir un emploi à 1'500 francs ou à 2'000 francs, comme on a pu le voir certaines fois, soit une perspective réjouissante et un projet de politique publique.

Donc non, cette situation n'est pas juste une permission pour quelques mois de sous-payer une personne. Parce que si on suit cette logique, finalement, il faudrait ne jamais respecter un salaire minimum puisque de toute façon pendant les temps d'essai on n'a pas la rentabilité qu'un autre employé peut avoir lorsqu'il travaille depuis des années sur son lieu de travail.

Et ce qui est bien quand on va loin dans les exemples, c'est qu'à un moment donné on se prend les pieds dans le tapis. Vous nous donnez l'exemple du nettoyage, vous avez tout à fait raison. Il y a des étudiants qui travaillent dans le nettoyage et c'est la preuve que vous ne connaissez pas l'application de cette loi sur le salaire minimum, c'est que le nettoyage a une convention collective de travail. Cette convention collective de travail prévoit des salaires pour les personnes qualifiées, des salaires pour les personnes non qualifiées. Un étudiant qui travaille aujourd'hui dans le nettoyage doit avoir le salaire minimum d'une personne non qualifiée. Vous pouvez supprimer la loi sur le salaire minimum, cela n'y changera strictement rien et je regarde les quelques personnes qui ont la chance d'avoir une entreprise et d'engager des étudiants dans des conventions collectives de travail et de force obligatoire. Elles le savent aussi bien que moi, c'est déjà aujourd'hui la réalité. Et si on veut prendre l'exemple d'un grand distributeur comme la Coop, les gens sont payés comme des non qualifiés. C'est là, la différence entre une personne qualifiée qui doit avoir un salaire minimum et une personne non qualifiée qui a un autre salaire minimum parce qu'elle ne peut pas apporter ses compétences de la même manière qu'une personne qui a été formée. Et c'est bien normal que dans l'ensemble des conventions collectives de travail, ou quasiment dans l'ensemble des conventions collectives de travail, il y a différents salaires en fonction du niveau salarial et du niveau de formation que vous devez appliquer.

Vous avez raison Madame la Députée, la réalité du terrain, il faut effectivement la connaître et la côtoyer et avoir un peu plus que quelques retours de patrons ou de parents pour estimer que les cas que vous mettez en exergue sont la règle absolue. Qu'il puisse y avoir une discussion par rapport à un ou deux cas dans l'année, je crois que tout le monde à la commission tripartite sera prêt à l'entendre. Encore une fois, on ne modifie pas une loi pour quelques exceptions mais on essaie d'appliquer une vision générale qui consiste à dire que non, l'Etat ne peut pas cautionner le dumping salarial et aller à l'encontre de la volonté populaire d'une part, et d'autre part du Parlement sur ce sujet-là. Cela contreviendrait gravement à la loi qui a été adoptée dans le cadre du salaire minimum. Et si par malheur le Gouvernement venait à adapter ces bases légales, il ne fait aucun doute que nous les contesterons de toutes les manières possibles.

M. Vincent Hennin (PCSI) : Il n'est nullement dans les

intentions du groupe PCSI-PVL de refaire le débat sur le salaire minimum, vous l'aurez bien compris. Nous nous sommes concentrés sur le texte de la motionnaire et nous sommes pour le moins restés perplexes. La motion no 1365 demande deux choses. Réaliser un bilan et proposer une adaptation de la loi et/ou l'adoption d'une ordonnance. Si nous sommes tout à fait favorables à la première requête, la deuxième paraît dénuée de sens. En effet, l'intervention qui prône un bilan, anticipe sur le résultat en demandant d'ores et déjà que l'on s'attelle à des modifications législatives.

Vous comprendrez dès lors que notre groupe demande à la motionnaire de bien vouloir scinder les deux demandes de sa motion. Nous accepterons majoritairement la demande de bilan mais nous refuserons d'anticiper sur des modifications de la loi. Si nous comprenons le sens de la démarche, nous ne pouvons en partager les préoccupations. Nous avons clairement l'impression que la motionnaire a établi son propre bilan sur la base d'arguments qui doivent encore être étayés et quantifiés.

M. Gabriel Voirol (PLR) : Le groupe PLR a examiné avec attention le contenu de la motion no 1365 du groupe PDC-JDC. La loi sur le salaire minimal, entrée en vigueur le 1^{er} février, il y a trois ans, a fait l'objet de débats très animés lors de son adoption. S'il n'est pas souhaitable de remettre en cause le principe même du salaire minimal après un peu plus de trois ans, il est par contre en effet temps d'essayer de tirer les premiers enseignements. Notre groupe avait, lors des débats sur l'introduction d'un salaire minimal généralisé, mis en garde sur l'impact que pourrait avoir l'introduction de cette mesure sur certaines catégories d'activités, en particulier chez les jeunes. Si certaines catégories ont pu bénéficier d'effets positifs de la loi, et c'est extrêmement réjouissant, d'autres ont pu voir leurs perspectives se dégrader. Nous pensons à cet égard en particulier aux personnes jeunes pour lesquelles le travail est principalement associé à une activité axée autour de la formation professionnelle personnelle ou ceux qui cherchent à gagner un peu d'argent en étant engagés par exemple en période estivale par une PME, ceci souvent lié à une connaissance ou à un ami de la famille en vue de financer des projets d'études ou de voyages.

La présente motion traite de ces deux cas de figure et nous sommes, comme la motionnaire, interrogatifs sur le bilan que l'introduction de la loi sur le salaire minimal aurait pu avoir sur ces catégories de personnes. Nous espérons nous tromper, mais en l'état, certains indices incitent pourtant à la prudence. Aussi, le texte proposé, sans remettre en cause le principe même de la loi, demande à réaliser un bilan et suivant les constats, de proposer ou non une adaptation de la loi.

Si nous comprenons qu'il n'existe pas de données qualifiables de prêts à l'emploi dans le domaine qui nous intéresse, nous ne partageons pas entièrement la prise de position du Gouvernement qui met en avant la complexité de la demande pour rejeter cette motion. Il est en effet important de pouvoir mesurer les effets d'un nouveau texte de loi. Un questionnaire simple adressé aux entreprises jurassiennes donnerait déjà une vue sur l'évolution de la situation. Celle-ci permettrait sans aucun doute un retour volontaire d'informations. Pour toutes ces raisons et vous l'aurez compris, notre groupe soutiendra la motion déposée en particulier sur la question du bilan.

Mme Pauline Godat (VERT-E-S) : Je rejoins en grande

partie ce qui a déjà été dit précédemment par certaines personnes, Monsieur le ministre Jacques Gerber et notre collègue Loïc Dobler. Je pense effectivement que l'introduction d'un salaire minimum a été une avancée très importante pour lutter contre la pauvreté et contre le phénomène des « working poor » dans le Jura. Peut-être que cette loi a quelques petits défauts, n'empêche que je pense que, globalement, elle a un effet tout à fait positif.

Effectivement, les deux situations qui sont mises en exergue par la motion concernent les jeunes. Mais comme il a été dit précédemment, je pense qu'il est très important que l'on ne puisse pas engager des jeunes à moindre frais, sous couvert qu'ils ont moins d'expérience, qu'ils sont encore en formation, qu'ils n'ont pas terminé leur formation. Je tiens quand même à rappeler qu'un salaire minimum est tout de même très bas, il est fixé à 19.25 francs de l'heure. C'est un salaire qui permet tout juste de vivre pour une personne seule sans autre personne à charge et sans devoir dépendre de l'aide sociale. Donc, je pense que vraiment, sur l'idée de base, il faut absolument soutenir et rester derrière cette loi et je pense que revoir le statut des jeunes étudiants et des stages de plus d'un mois, pour les faire échapper au salaire minimum, représenterait un pas en arrière qui serait très regrettable et qui contreviendrait à l'esprit de la loi. Pour toutes ces raisons, le groupe VERT-E-S et CS-POP s'opposera à la motion discutée ici.

M. Yves Gigon (UDC) : Pas grand-chose à dire de plus puisque tous les autres groupes se sont exprimés. Nous sommes aussi d'accords avec eux puisqu'il y avait une connivence d'arguments. Cela fait trois ans que l'on a voté la loi sur le salaire minimal, ça a duré assez longtemps. Je pense qu'avec cette motion, en cas d'acceptation, ça pourrait la remettre en cause. Et bien non, tout simplement, c'est non ! Nous pensons aussi que tous les cas de stagiaires ont été discutés dans le cadre de ce débat sur le salaire minimum. Maintenant basta, c'est fini ! Nous rejetterons cette motion.

La présidente : Une demande de fractionner votre motion a été proposée. L'acceptez-vous ?

Mme Magali Voillat (PDC) : Oui, j'accepte.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Fractionner la motion oui, mais avons-nous les moyens de répondre à la question qui est posée par la motion ? Le Canton ne pourra pas faire un bilan de la mise en application du salaire minimum dans le canton, notamment des impacts sur les stagiaires, premiers emplois et consorts. Nous n'avons tout simplement aucune information à ce sujet. L'idée qui pourrait être séduisante est d'envoyer un questionnaire aux entreprises. Mais imaginez-vous être une entreprise qui sous-paie ses premiers employés, répondre à cette question de savoir si la mise en application de la loi sur le salaire minimum lui aurait fait renoncer à des emplois sous-payés parce qu'elle devait donner le salaire minimum, voire le salaire de la convention de force obligatoire dans certains cas qu'elle ne respectait déjà pas auparavant ? Je doute qu'elle réponde à ce questionnaire de manière honnête pour que l'on puisse réellement faire un bilan.

Et je crois que Loïc Dobler, non pas le député mais le praticien, a répondu à tous les exemples mentionnés et développés par Madame la Députée, la motionnaire, pour démontrer que, dans la réalité, un des objectifs du salaire mi-

nimum était justement de lutter contre certains emplois précaires en début d'activité. Pour le reste, on trouvera toujours des exceptions et je crois que par rapport à ces exceptions, nous devons aussi montrer une certaine ouverture. La commission tripartite, j'en suis convaincu, trouvera des solutions pour ces cas particuliers. Mais donner mandat au Gouvernement de faire un bilan alors que l'on sait, dès le départ, que ce sera extrêmement difficile mais en tout cas pas comparable avec quelque chose d'avant, puisque l'on n'a pas l'image d'avant. C'est juste quelque chose d'impossible à réaliser et qui produira énormément de frustrations de part et d'autre de l'hémicycle de cette assemblée.

Mme Magali Voillat (PDC) : Chers collègues, on a cité soi-disant des exceptions. Il est vrai que j'ai fait un échantillonnage qui n'est pas statistiquement représentatif. J'en conviens, et c'est justement le but d'un bilan de pouvoir étoffer cet échantillonnage, ce retour d'expériences, c'est de se faire une vraie idée et un vrai bilan de la mise en application de cette loi sur les salaires minimums auprès des jeunes. Concernant la non-possibilité de le réaliser, je pense que si on veut, on peut et une solution consisterait notamment à sous-traiter, par exemple, à un organisme qui puisse anonymiser les réponses. Ainsi, un employeur serait plus enclin à répondre que si on lui adresse directement un questionnaire.

A nouveau, je n'ai vraiment pas l'impression que l'on est sur quelques exceptions, mais j'entends que vous préférez que vos jeunes, mes jeunes, restent sur leur canapé en cas de changement d'orientation ou au terme de leur diplôme parce que la loi ne prévoit pas ce genre de situation et qu'un employeur ne souhaite pas les engager au salaire minimum.

Concernant la proposition de solliciter la commission tripartite dans ces cas particuliers, c'est une solution oui. Mais est-ce que la commission tripartite a la disponibilité et la capacité de gérer toutes ces demandes ? Parce que, encore une fois, ce ne sont pas des exceptions. On mentionne souvent la recherche d'efficience, je n'ai pas l'impression qu'en procédant de la sorte on sera suffisamment réactif par rapport aux besoins de ces jeunes et de leurs familles.

Concernant l'emploi de ces jeunes, en tout cas les jobs d'étudiant, leur revenu a souvent vocation d'argent de poche et non pas d'un revenu principal qui permet de vivre. J'aimerais juste ici rappeler, sans refaire le débat du salaire minimum, que l'objectif était de permettre aux salariés de toucher un salaire décent pour pouvoir subvenir à leurs besoins vitaux. La plupart ou la majorité, pour pas dire la totalité de ces jeunes, ne recherchent pas ça lors de leur emploi d'été ou leur emploi durant leurs études, mais bien un revenu d'appoint, et je pense que c'est aussi quelque chose dont il faut tenir compte. J'entends effectivement que la loi telle qu'elle a été votée reflète la volonté du Parlement de l'époque, mais on est toujours plus intelligent après qu'avant et il n'y a pas de mal à reconsidérer ses décisions lorsqu'on se rend compte que l'on n'a peut-être pas pensé à tout ou que certains éléments nous ont échappés.

Dans ce contexte, j'ai effectivement accepté la séparation en deux pour que la partie du bilan puisse être réalisée et qu'on puisse après-coup se rendre compte si oui ou non mon sentiment d'injustice vis-à-vis des jeunes est avéré ou pas. Je vous remercie de soutenir la motion dans sa première partie.

Au vote, le point 1 de la motion no 1365 obtient 29 voix favorables et 29 voix contre. La présidente tranche pour le

rejet du point 1.

Au vote, le point 2 de la motion no 1365 est rejeté par 36 voix contre 14.

16. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (première lecture)

Message du Gouvernement :

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Député-e-s,

Dans le cadre du présent message, il est proposé au Parlement d'adopter les bases légales nécessaires à la réalisation de la motion no 1275 intitulée « Une vraie place pour les femmes en politique ? On commence par les commissions, groupes de travail et représentants de l'Etat dans les organes dirigeants », acceptée par le Parlement lors de sa séance du 18 décembre 2019. A cet effet, un projet de modification de la loi portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes¹ (ci-après LiLEg) vous est remis en annexe.

1. Contexte

Pour rappel, la motion no 1275 demande à ce que la part de représentation des femmes et des hommes nommé-e-s par le Gouvernement dans les mandats étatiques soit ancrée dans la loi et se situe entre 40 et 60%. L'auteure de la motion met en exergue le fait que des directives du Gouvernement du 27 septembre 1994 visant à améliorer la représentation des femmes dans les commissions et groupes de travail nommés par le Gouvernement, qui prévoient déjà de tels quotas, n'ont eu que peu d'effets, d'où la nécessité de consolider ces dispositions dans un texte de rang supérieur, plus contraignant.

2. Exposé du projet

Afin de régler la question des quotas s'agissant des commissions et groupes de travail de l'administration cantonale, il est proposé d'ajouter à la LiLEg une nouvelle section 2bis composée des nouveaux articles 5a et 5b. Ces dispositions imposent que soit dorénavant respecté le principe d'une représentation équitable des sexes dans la composition des commissions et groupes de travail et fixent expressément des quotas allant de 40 à 60% que le Gouvernement devra observer lors de la nomination des membres des commissions et groupes de travail de l'administration cantonale.

Dans certaines situations, il sera particulièrement compliqué, voire impossible de respecter les quotas, c'est pourquoi les bases légales admettent une certaine souplesse et prévoient des exceptions (article 5a, alinéas 2 et 3). Afin que le Parlement puisse suivre l'évolution de la représentation des femmes dans les commissions et groupes de travail, le dispositif proposé prévoit que le Gouvernement lui adresse un rapport une fois par législature (article 5b). Pour plus de détails, il est renvoyé aux commentaires du tableau comparatif joint en annexe.

3. Effets du projet

Le texte de la motion demande à ce que cette modification législative déploie déjà ses effets pour le début de la législature 2021-2025. L'entrée en vigueur en début d'année

2021 n'est plus envisageable. Toutefois, en vue du renouvellement général des commissions et groupes de travail lors du premier trimestre 2021, le Gouvernement a d'ores et déjà anticipé les effets de la présente révision en requérant des services qu'ils veillent à respecter les quotas prévus par le projet de modification de la LiLEg, lesquels découlent d'ailleurs déjà des directives précitées.

A titre de rappel, la prise de position du Gouvernement relative à la motion précisait que la question des quotas concernant les représentant-e-s de l'Etat dans les organes dirigeants serait examinée dans le cadre du projet de loi concernant la représentation de l'Etat au sein de personnes morales. Ce projet a été mis en consultation et devra probablement faire l'objet de modifications. Dans l'intervalle, une directive du Gouvernement règle la question, afin que la représentation de l'Etat dans les organes dirigeants à renouveler au début de l'actuelle législature réponde déjà aux quotas exigés par la motion.

4. Conclusion, décisions

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement vous invite à accepter les modifications proposées.

Veillez croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Député-e-s, à l'expression de notre haute considération.

Delémont, le 16 février 2021

Au nom du Gouvernement de la
République et Canton du Jura

La présidente :
Nathalie Barthoulot

La chancelière d'Etat :
Gladys Winkler Docourt

Loi portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes - RSJU 151.1

Texte actuel	Projet de modification	Commentaire
	SECTION 2bis : Quotas dans les commissions et groupes de travail	Cette nouvelle section vise à réaliser la motion no 1275.
	<p><i>Principe</i></p> <p>Article 5a</p> <p>¹ Les membres des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale sont choisis de manière à ce que l'égalité entre les sexes soit respectée.</p> <p>² La part de femmes et d'hommes dans chacun de ces organes doit, en principe, être de 40% au moins et de 60% au plus.</p> <p><i>Exceptions</i></p> <p>³ Sont réservés les cas dans lesquels il n'est pas possible de respecter les quotas prévus par l'alinéa 2 pour l'une des raisons suivantes :</p> <p>a) une disposition légale ou l'arrêté instituant la commission ou le groupe de travail attribue la qualité de membre d'un de ces organes à une personne occupant une fonction déterminée au sein de l'administration cantonale, d'une commune, d'un groupe de communes ou d'une institution paraétatique;</p> <p>b) la qualité de membre d'une commission ou d'un groupe de travail doit être attribuée à des per-</p>	<p>L'alinéa 1 fixe le principe du respect de l'égalité des sexes dans la composition des commissions et groupes de travail.</p> <p>L'alinéa 2 détermine les taux minimum et maximum de femmes et d'hommes qui devront dorénavant être nommés dans les commissions et groupes de travail. Ces taux de 40% et 60% sont ceux que les directives du 27 septembre 1994 visant à améliorer la représentation des femmes dans les commissions et groupes de travail nommés par le Gouvernement devaient permettre d'atteindre à terme, ainsi que ceux défendus par l'auteur de la motion no 1275.</p> <p>Il est précisé que les quotas fixés doivent en principe être respectés, cela pour permettre un peu de souplesse dans la composition des commissions et groupes de travail.</p> <p>En effet, comme l'expérience le démontre lors du renouvellement général des commissions ou groupes de travail au début de chaque législature, il y a inévitablement des cas dans lesquels, les candidatures féminines ou masculines ne sont pas suffisantes.</p> <p>En outre, pour bon nombre de commissions ou groupes de travail, il existe déjà des règles qui posent des exigences quant à leur composition. Par exemple, il peut s'agir de tenir compte d'une représentation équitable des forces politiques, des milieux professionnels ou des milieux actifs dans le domaine concerné, ou encore des différentes régions du canton. Ajouter</p>

Texte actuel	Projet de modification	Commentaire
	sonnes qui disposent de compétences techniques et/ou professionnelles spécifiques nécessaires à l'accomplissement du mandat de l'organe concerné.	à cela l'exigence d'une représentation équitable des sexes va rendre le renouvellement de certains de ces organes passablement compliqué. Il paraît ainsi justifié de prévoir que les quotas doivent « en principe » être respectés. A noter que les cas dans lesquels ces quotas ne pourront pas être atteints seront signalés et motivés dans le rapport au Parlement prévu à l'article 5b. L'alinéa 3 indique les cas dans lesquels il y a lieu d'admettre des exceptions. Il s'agit de cas dans lesquels des personnes siègent dans une commission ou un groupe de travail en raison de leur fonction ou de compétences spécifiques.
	<i>Rapport à l'attention du Parlement</i> Article 5b Une fois par législature, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement précisant pour chaque commission et groupe de travail la part de femmes et d'hommes ainsi que, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les quotas prévus à l'article 5e, alinéa 2, n'ont pas pu être respectés.	Les directives précitées prévoient que lorsqu'il n'est pas possible de satisfaire aux quotas prescrits, un bref rapport doit en indiquer les raisons. L'article 5b ancre, dans la loi, le principe d'un tel rapport qui devra être adressé au Parlement. Ce rapport devra recenser l'ensemble des commissions et groupes de travail en indiquant expressément ceux de ces organes qui répondent aux exigences de quotas, ceux qui n'y satisfont pas avec l'indication des raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de s'y conformer, ainsi que ceux pour lesquels il y a lieu d'admettre une exception (article 5a, alinéa 3).
Article 6 ³ La composition de la commission respecte le principe d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes.	Article 6 ³ Abrogé	Dans la mesure où l'article 5a est applicable à l'ensemble des commissions et groupes de travail de l'administration cantonale, l'article 6, alinéa 3, qui est spécifique à la commission de l'égalité entre femmes et hommes devient superflu.

Loi portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête :

I.

La loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes¹) est modifiée comme il suit :

SECTION 2BIS (nouvelle)

Quotas dans les commissions et groupes de travail

Article 5a (nouveau)

Article 5a ¹ Les membres des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale sont choisis de manière à ce que l'égalité entre les sexes soit respectée.

² La part de femmes et d'hommes dans chacun de ces organes doit, en principe, être de 40% au moins et de 60% au plus.

³ Sont réservés les cas dans lesquels il n'est pas possible de respecter les quotas prévus par l'alinéa 2 pour l'une des raisons suivantes :

- a) une disposition légale ou l'arrêté instituant la commission ou le groupe de travail attribue la qualité de membre d'un de ces organes à une personne occupant une fonction déterminée au sein de l'administration cantonale, d'une institution paraétatique;
- b) la qualité de membre d'une commission ou d'un groupe de travail doit être attribuée à des personnes qui disposent de compétences techniques et/ou professionnelles spécifiques nécessaires à l'accomplissement du mandat de l'organe concerné.

Majorité de la commission :

⁴ La mise en œuvre des règles contenues dans le présent article ne doit pas empêcher ni retarder la nomination

des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale.

Gouvernement et minorité de la commission :

(Pas d'alinéa 4.)

Article 5b (nouveau)

Article 5b Une fois par législature, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement précisant pour chaque commission et groupe de travail la part de femmes et d'hommes ainsi que, le cas échéant, les raisons pour lesquelles les quotas prévus à l'article 5a, alinéa 2, n'ont pas pu être respectés.

Proposition du groupe PLR (non votée en commission) :

Article 5b Une fois par législature, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement précisant pour chaque commission et groupe de travail la part de femmes et d'hommes.____

Article 6
³ (Abrogé.)

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

M. Serge Beuret (PDC), au nom de la commission de la justice et président d'icelle : Vous avez dans vos documents de travail le message du Gouvernement et les textes de modifications législatives. Ceci fait suite à la motion no 1275 adoptée par le Parlement. La commission de la justice a traité cette question lors de plusieurs de ses séances. Elle vous recommande l'entrée en matière.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Je risque d'être un peu plus long, je vous prie déjà de m'en excuser. Les diverses commissions, groupes de travail et autres mandats étatiques dans l'administration cantonale, prévus par la législation, ont pour rôle de conseiller, d'aider l'Etat à prendre des décisions dans des domaines spécifiques et le Gouvernement jurassien est sensible à ce que les membres de ces organes soient représentatifs de la population jurassienne. Cette préoccupation n'est pas récente, vous le savez, puisqu'une directive avait déjà été adoptée en 1994. Celle-ci avait pour objectif d'améliorer la représentativité trop faible des femmes dans les commissions et groupes de travail en prévoyant, à terme, une représentation minimale de 40% et maximale de 60%. Force est de constater que les effets d'une telle représentation des sexes peine à se faire sentir, mais le Gouvernement reste d'avis que les quotas sont une mesure efficace pour accélérer les changements sociétaux même si cette évolution est lente. C'est également la volonté de votre Parlement qui a accepté, par 47 voix, la motion no 1275.

Légiférer en la matière permettra de donner une réelle

impulsion à une représentation équilibrée des sexes. Dès lors, le Gouvernement propose d'ajouter à la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, une nouvelle section 2bis, composée des nouveaux articles 5a et 5b. Ces dispositions imposent que soit dorénavant respecté le principe d'une représentation équitable des sexes dans la composition des commissions et autres groupes de travail en fixant ce quota de 40 à 60%. Le Gouvernement aura donc à charge d'effectuer le suivi afin que ce principe soit concrétisé. Les bases légales prévoient des exceptions. Il s'agit notamment des commissions pour lesquelles les personnes nommées doivent remplir des critères définis, par exemple des fonctions spécifiques qui peuvent être exigées. Il est prévu qu'un rapport du Gouvernement soit transmis une fois par législature au Parlement pour l'informer de l'évolution de la représentation des sexes dans les commissions et groupes de travail.

Il faut savoir que le Gouvernement a d'ores et déjà anticipé les effets de la présente révision de la loi en vue du renouvellement général des commissions et groupes de travail au premier semestre 2021. Les résultats sont d'ailleurs déjà concrets puisque dans le département dont j'ai la charge, la représentation féminine qui était dans la précédente législature de 44% est passée à 50%. Je n'ai pas encore les chiffres des autres départements mais assurément l'augmentation sera identique dans les départements des collègues aussi.

On sent quand même que le fait d'impulser cette nouvelle ligne a des effets concrets. Avec ce projet de loi, le Gouvernement réaffirme clairement sa volonté d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des divers mandats étatiques avec l'objectif de parvenir à terme à la parité.

J'en reviens brièvement sur les propositions de la commission de la justice au sujet de la modification de la loi. La mise en œuvre qui ne doit pas retarder, c'était un des arguments qu'on a entendu à plusieurs reprises. Par rapport à cela, selon le Gouvernement, cette proposition affaiblit l'ensemble de la disposition car finalement les cas n'atteignant pas les quotas et pour lesquels ce serait beaucoup plus aisé de justifier le fait que nous n'atteignons pas ces quotas. Mais surtout, dans cet exemple-là, il y a déjà une base légale, c'est l'ordonnance concernant la durée des mandats et des indemnités journalières et déplacements des membres de commissions cantonales, qui règle déjà ce problème à l'article 2, alinéa 3, qui stipule que les mandats des membres d'une commission qui poursuivent leur activité au-delà d'une période de nomination cessent la veille du jour où les nouveaux membres sont désignés, mais au plus tard, et c'est là que nous pensons que le texte actuel suffit, mais au plus tard dans les six mois qui suivent le terme de cette période, soit dans le cas d'une nouvelle législature jusqu'au 30 juin. Donc à notre avis, le cas est ainsi réglé et le Gouvernement soutient donc la minorité.

Brièvement, puisque j'ai la parole, j'évoque aussi la proposition du PLR de supprimer l'article 5b. Le Gouvernement ne suit pas cette proposition visant à supprimer cet article car on l'a entendu d'ailleurs, ça nous permet d'avoir une vue d'ensemble, de cerner peut-être les domaines où des efforts doivent encore être faits. De plus, cette disposition répond à une certaine demande, on l'a entendu d'ailleurs même dans cet hémicycle ces derniers mois, d'avoir plus de transparence à ce niveau-là. Le Gouvernement soutient par conséquent l'article 5b.

M. Serge Beuret (PDC), rapporteur de la majorité de la commission de la justice et président d'icelle : La commission de la justice se rallie au projet du Gouvernement comme cela a été dit. Toutefois, une majorité de la commission préconise l'ajout d'un alinéa 4 à l'article 5a, selon lequel la mise en œuvre des règles ne devrait pas empêcher ni retarder la nomination des commissions et groupes de travail. La raison en est pragmatique. Si le quota ne peut pas être respecté, il faut éviter une situation de blocage. Les commissions et les groupes de travail doivent pouvoir être nommés pour pouvoir fonctionner. Le Gouvernement devra respecter les quotas puisqu'ils seront inscrits dans la loi. Mais si cela s'avère impossible dans l'un ou l'autre cas particulier, car la nomination nécessite des connaissances techniques ou professionnelles, la commission ou le groupe de travail doit pouvoir être nommé et entrer en fonction.

Je rappelle que selon l'article 99 de la Constitution jurassienne, l'administration doit être efficace. A ma stupéfaction, le Gouvernement n'est pas du même avis que la majorité de la commission. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il faut en déduire qu'il ne souhaite pas que son administration soit efficace, mais j'attends une explication convaincante. Celle qui nous a été donnée ne l'est pas, elle repose sur l'ordonnance concernant la durée des mandats et des indemnités journalières et de déplacements des membres de commissions cantonales, comme cela vient d'être rappelé. En particulier son article 2a, alinéa 3, qui prévoit que le mandat des membres d'une commission qui poursuivent leur activité au-delà d'une période de nomination cesse la veille du jour pour les nouveaux membres qui sont désignés mais au plus tard dans les six mois qui suivent le terme de cette période.

Cette référence n'a pas convaincu la majorité de la commission qui l'a exprimé lors de sa séance de juin. Depuis lors, une réponse ponctuelle ne nous a pas été donnée, y compris lors de la séance de la semaine dernière. Les raisons pour lesquelles la majorité de la commission parvient à cette conclusion sont au nombre de quatre. D'une part, c'est une ordonnance, c'est-à-dire un texte législatif de rang inférieur à la loi que nous examinons. Il y a donc là un problème de hiérarchie des règles. Ensuite, cette disposition ne règle pas la problématique en cas de démission. D'autre part, l'ordonnance gouvernementale fixe un délai de six mois au-delà duquel on ne sait pas ce qui se passe. Et enfin, l'ordonnance gouvernementale découle de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale figurant dans le chapitre correspondant de la législation alors que la loi d'introduction de la loi fédérale sur l'égalité que nous examinons maintenant est située au chapitre des droits fondamentaux. Cette sorte de translation est inadéquate en technique législative. La majorité de la commission a estimé que l'ajout de cet alinéa 4 avait le mérite de la clarté et de l'unité de la matière. Elle vous recommande son acceptation. Puisque j'ai la parole, je vous informe que le groupe PDC est du même avis.

M. Nicolas Girard (PS), rapporteur de la minorité de la commission de la justice : Cette proposition bafoue clairement la volonté de la motionnaire puisqu'à lui seul, cet alinéa 4 rend la proposition caduque et réduit ainsi la volonté même du Parlement qui a accepté le texte. Le Gouvernement le rappelle dans son développement, les directives datant de 1994 déjà, visant à améliorer la représentation des femmes, ont eu peu d'effet. C'est la raison même du non-respect de cette lecture qui a fait que l'auteur a déposé son texte. Tout semble ici que l'on a envie de tourner en rond pour ne pas

agir.

Nous nous permettons également de rappeler que c'est la quasi majorité du Parlement qui a accepté cette motion née d'un groupe de travail interpartis unanime. Serait-ce une nouvelle stratégie d'accepter des textes en sachant d'ores et déjà qu'on en fera ce que l'on veut par la suite ? En acceptant cet alinéa 4, c'est s'assurer de revenir dans un proche avenir sur les notions d'égalité et de la représentativité réelle de nos institutions. En effet, l'égalité en question ne serait plus que « tolérée » au lieu d'être « contraignante ». Cette manière de botter en touche la volonté initiale de la motion n'est pas acceptable. Chères et chers collègues, cette volonté d'ajouter une condition dilatoire à la réalisation de l'objectif visé fait bien triste figure dans cette année de commémoration des cinq décennies du droit de vote des femmes. Certes, les réjouissances de ce demi-siècle sont derrière nous. Les prochaines élections sont loin devant, mais cela justifie-t-il pareille inacceptation ? Injustifiable à nos yeux !

Nous pouvons entendre que des problèmes de recrutement existent dans certaines commissions. Nous pouvons admettre que cette loi bouleversera les habitudes et réclamera une réflexion nouvelle mais nous sommes aussi persuadés que la mise en application d'une véritable loi sur l'égalité est bien la moindre des reconnaissances pour la gent féminine. Nous pourrions aussi nous interroger ironiquement si la très forte majorité masculine de la commission de la justice craint pour sa composition.

En résumé, réduire un texte de manière aussi légère n'est pas acceptable à nos yeux. Nous le voyons bien dans la conclusion suivante pour imaginer cette proposition de la majorité. Les membres des commissions et des groupes de travail de l'administration cantonale sont choisis de manière à ce que l'égalité entre les sexes soit respectée et d'y glisser en guise de conclusion « sauf si on ne le peut pas ». Le courage, c'est oser faire ce qui est juste. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est voter une loi offrant la possibilité d'enfin respecter l'égalité entre les sexes, c'est tout. Les exceptions figurant dans l'alinéa 3, lettres a et b, tiennent compte des cas de figures possibles. Ils offrent la possibilité de proposer une commission ou un groupe de travail compétent. L'alinéa 4, n'apporte qu'un sentiment d'inachevé. Nous refuserons la proposition de la majorité de la commission et invitons nos collègues féminines à en faire autant.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : Il semble utile de rappeler et rappeler encore qu'il ne s'agit pas d'une modification de loi alibi que nous traitons aujourd'hui. Cette modification de loi vise à atteindre à terme, et le plus rapidement possible, la parité femmes-hommes dans les commissions et groupes de travail de l'administration cantonale. Tout ce qui pourrait entraver ce but à atteindre, cette notion d'éventuels retards dus à la recherche de la parité dans la nomination des membres de ces commissions et groupes de travail est, à notre sens, une entrave propice à bâcler le travail initié précisément en faveur de la recherche de cette parité. Le groupe VERT-E-S et CS-POP suivra donc l'avis de la minorité et du Gouvernement et refusera l'ajout de cet alinéa 4 à l'article 5a. Nous vous proposons donc de suivre l'avis de la minorité.

Au vote, la proposition de la majorité de la commission est acceptée par 33 voix contre 22.

La présidente : Nous sommes toujours dans la discussion de détail pour l'article 5b. Une proposition concernant cet article a été formulée lors de la dernière séance de commission. La commission de la justice n'a pu se positionner mais a convenu de la traiter directement au plénum. Pour la présentation de cette proposition du groupe PLR, je passe la parole à Monsieur le député Alain Schweingruber.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Vous avez constaté que le groupe PLR avait accepté sans réserve l'entrée en matière au niveau du projet et de sa motivation. Il n'y a absolument rien à dire, nous acceptons bien évidemment que l'on inscrive dans la loi cet examen de parité ou la notion même de parité dans toutes les commissions et dans tous les groupes de travail. Nous avons émis une seule réserve en ce qui concerne l'article 5b. Dans un premier temps, nous demandions la suppression pure et simple de cette disposition qui prévoit qu'annuellement un rapport soit présenté pour constater s'il y a ou non parité. Et dans un deuxième corps de phrase, d'établir aussi un rapport indiquant les motifs pour lesquels il n'y aurait pas de parité. Au bout du compte, nous acceptons la première partie de l'article 5b, le premier corps de phrase, qu'un rapport annuel soit fait pour savoir si la parité est respectée ou non, mais nous pensons qu'il n'est pas adéquat d'ajouter le deuxième corps de phrase pour une simple raison.

On a eu ce matin, à mon avis, un bon débat au sujet des tâches de l'Etat. Alors faire un rapport chaque année pour savoir s'il y a parité ou pas, pas compliqué ! Je pense que la préposée au Bureau de l'égalité peut le faire relativement en peu de temps. Par contre, faire un rapport annuel sur toutes les commissions, sur tous les groupes de travail pour savoir les motifs pour lesquels on s'écarterait de la parité, ce sont des dizaines et des dizaines d'heures de travail. C'est le seul motif pour lequel on propose la suppression de ce corps de phrase. Si on accepte cela, on ajoute une fois de plus des tâches supplémentaires à l'Etat.

J'ai posé la question à la préposée lors de la séance de la dernière commission. Est-ce que cela va accroître les tâches ? Elle m'a dit non ! Cela fait partie de notre cahier des charges. Mais alors, si ça fait partie de son cahier des charges, la disposition est totalement inutile ! Il y a une incohérence. Je pense que ça va induire des dizaines et des dizaines de milliers d'heures de travail supplémentaires. C'est pour cette raison uniquement que nous demandons la suppression de ce deuxième corps de phrase. Or, on y viendra, certains m'ont dit qu'ils étaient prêts à revoir la question pour la deuxième lecture. On aura une nouvelle séance de la commission de la justice d'ici-là, on en reparlera. Mais, pour l'instant, nous en sommes donc à notre dernière proposition qui est la suppression du deuxième corps de phrase de l'article 5b.

M. Serge Beuret (PDC), président de la commission de la justice : J'ai été invité à en parler en qualité de président de la commission, quand bien même une décision formelle n'a pas été prise, on est bien d'accord ? La première rectification qu'il faut faire, c'est que c'est une fois par législature et pas une fois par année que le rapport devra être fait selon cette disposition. Ce n'est pas du tout la même chose. On a évoqué cela même si une décision formelle n'a pas été prise en commission, la préposée s'est exprimée. On ne demande pas un roman, on demande un motif. La règle sera que cela sera respecté dans une très large majorité des cas et que pour les quelques cas exceptionnels dans lesquels le quota

n'aura pas pu être respecté, le rapport indiquera en quelques mots la raison pour laquelle nous n'avons pas trouvé de spécialistes, c'est un domaine très professionnalisé, etc. Voilà la raison pour laquelle nous ne suivons pas cette proposition, de même au groupe PDC.

M. Nicolas Girard (PS) : Le groupe parlementaire socialiste refusera logiquement la proposition du groupe PLR. Sans reprendre les considérations émises précédemment pour l'alinéa 4, le même argumentaire peut logiquement s'appliquer sur ce point. Le rapport demandé est un outil utile à la prise de décision. Il servira de source d'informations à la déléguée de l'égalité notamment. La comparaison entre commissions permettra d'identifier les bonnes pratiques et d'évaluer l'efficacité des mesures. Définir des quotas sans suivi ne sert à rien.

Adopter une motion demandant l'égalité pour la représentativité dans les commissions et dans les groupes de travail n'est évidemment pas compatible avec l'idée d'approuver que ces assemblées soient formées sans tenir compte d'une répartition équitable sous prétexte de ne pas perdre de temps. Se priver de l'outil de contrôle consiste de toute évidence à vider la loi de sa substance. Ainsi, nous refuserons les amendements proposés par le PLR et je vous invite à en faire de même.

M. Philippe Rottet (UDC) : Bien que nous ayons peu de temps pour nous prononcer sur l'amendement du PLR, l'UDC a analysé avec attention cette proposition. A ce stade, nous sommes d'avis qu'une fois par législature, cela a été rappelé par le président de la commission, le Gouvernement peut nous indiquer les raisons pour lesquelles les quotas n'ont pas été respectés si cela devait être le cas. Il va de soi qu'avec cette analyse nous pourrions, le cas échéant, remédier à ces lacunes. Cette appréciation pourrait être utile pour chaque formation politique. Pour l'heure, l'UDC est partagé entre abstention et refus de l'amendement.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : Messieurs du PLR, c'est un peu court de vouloir sabrer la nécessité de justification éventuelle de non-atteinte de la parité dans les commissions et groupes de travail. La justification de dire qu'il y aura des heures et des heures de travail pour l'administration, je n'y crois pas une seconde. A partir du moment où on fait une recherche de membres pour les commissions, on sait pourquoi tel ou tel membre ne siège pas et en plus le travail est réparti entre les chefs de section et les chefs de service.

L'information est déjà là et, comme le dit le président de la commission, c'est juste quelques lignes, ce n'est pas cela qui donnera plus de travail à l'administration. Et j'ajouterais même que plus vite la parité sera atteinte, plus vite le travail pour l'administration disparaîtra. Pour les mêmes raisons que précédemment, le groupe VERT-E-S et CS-POP refusera cette proposition de raccourcir l'article 5b qui le vide de son sens initial.

Au vote, la proposition du groupe PLR est refusée par 45 voix contre 9.

Les autres articles, ainsi que le titre et le préambule de l'arrêté sont acceptés sans discussion.

Au vote, en première lecture, la modification de la loi est acceptée par 51 députés.

17. Modification de la loi d'impôt (LI) (deuxième lecture)

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête :

I.

La loi d'impôt (LI) du 26 mai 19881) est modifiée comme il suit :

Article 25, alinéa 2, lettre f (nouvelle), alinéa 3 (nouveau teneur) et alinéa 4 (nouveau)

² Constituent notamment de tels frais :

f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

³ Ne sont notamment pas déductibles :

a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;

b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;

c) les amendes et les peines pécuniaires;

d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal.

⁴ Si des sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si

b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

Article 37b, alinéa 1, 1^{ère} phrase (nouveau teneur)

Article 37b

¹ Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 4,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir²). (...)

Article 71, alinéa 1, lettres a (nouveau teneur) et f (nouvelle), alinéa 2 (nouveau teneur) et alinéa 3 (nouveau)

Article 71

¹ Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux; (...)

f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

² Ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial:

a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;

b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;

c) les amendes;

d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal.

³ Si des sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si

b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

Au vote, en deuxième lecture, la modification de la loi est adoptée par 55 députés.

18. Rapport de gestion 2020 de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA-Jura)

M. Stéphane Babey (PDC), au nom de la commission de gestion et des finances : La CGF a accueilli l'ECA-Jura, représenté par Madame la ministre Rosalie Beuret Siess, Messieurs François-Xavier Boillat, directeur de l'institution, et Benoît Froidevaux, responsable des finances et des relations humaines, en date du 2 juin 2020. Ils nous ont présenté le rapport relatif à l'activité de l'établissement et répondu à satisfaction aux questions posées par les membres de la commission.

L'année 2020 a été marquée par le contexte sanitaire engendrant une réorganisation du travail, se traduisant par une diminution des interventions et finalement laissant apparaître une bonne performance des placements financiers. 2020 est un bon millésime malgré un début d'année mitigée. De grosses interventions sur les deux premiers mois et une chute des rendements financiers en début de pandémie en mars, laissaient présager une année compliquée pour l'institution.

Après une année 2019 déjà très lourde en termes de coûts/sinistres, 2020 a également connu une sinistralité importante due aux dommages causés par le feu pour près de 5 millions de francs. Tous dommages confondus, l'institution a reçu 1'255 dossiers pour un montant total de sinistres de 7'090'000 francs.

L'ECA enregistre une bonne performance des titres et placements de capitaux avec un rendement de 5,7%. Ce résultat peut paraître certes faible en comparaison avec l'exercice précédent, mais si on se remémore la situation de fin mars 2020, avec une chute prononcée des marchés boursiers, les responsables se montrent très satisfaits de la situation enregistrée en fin d'année.

Quant au bénéfice 2020, il se monte à 5'273'000 francs. En raison du bon résultat comptable, un versement de 500'000 francs a pu être opéré en faveur de la République et Canton du Jura, conformément à la loi sur la protection et l'assurance des bâtiments. Aucun rabais sur les primes n'a

pu être alloué en 2020, la faute à la trop lourde sinistralité 2019. Par contre, un rabais de 2010 est octroyé aux assurés sur leur prime 2021, vous l'avez certainement remarqué.

125 sinistres imposés par le feu ont été annoncés. Le coût de ces derniers se monte à un peu moins de 5 millions, à 4'900'000 francs. Il se situe près de 25% en-dessous de la moyenne des vingt dernières années puisque pour cette période on relève une moyenne de 242 dommages pour un coût moyen de 3,9 millions de francs. 93% du coût total des sinistres correspond à des dommages de plus de 20'000 francs. Quant aux dommages causés par les éléments de la nature, l'ECA en démontre 11'130. Le coût se situe parfaitement dans la moyenne annuelle avec un montant de 2'100'000 francs. L'évolution du coût de ces vingt dernières années est stable. Tous sinistres confondus, le coût moyen pour la période 2001 à 2020 se monte à 6 millions de francs.

Vous dire encore que le capital assuré dépasse les 25,1 milliards de francs à fin 2020, en augmentation de 370 millions de francs pour 38'438 bâtiments. La prime pour la prévention reste elle fixée à 19‰.

Les SIS de l'ensemble du canton ont été appelés à intervenir à 423 reprises en 2020. Les effectifs à fin 2020 se montent à 1'004 personnes, soit une diminution de 45 unités par rapport à celles de 2019. La diminution est sensible depuis 2010, le nombre des membres des SIS a fondu de 644 personnes en dix ans.

Les représentants de l'ECA nous ont également nanti des nouveaux moyens de communication et des campagnes de prévention diffusées au travers des médias traditionnels. Ces campagnes, additionnées aux ouvrages et aux nombreuses prescriptions ont permis de diminuer de près de moitié le nombre d'incendies ces vingt dernières années.

Pour terminer, les membres de la commission tiennent à remercier toutes les instances et toutes les personnes qui s'investissent en permanence pour permettre à l'ECA-Jura de remplir sa mission de manière efficiente et d'assurer au mieux la sécurité de la population. Nous adressons nos remerciements au Conseil d'administration, à la direction ainsi qu'aux collaboratrices et collaborateurs pour leur engagement. Nous associons à nos remerciements également l'ensemble des sapeurs-pompiers, les commandants de pompiers, pour leur engagement volontaire et leur disponibilité en faveur de la collectivité et des biens.

Je profite de cette tribune, ne m'en tenez pas rigueur, à titre personnel et en tant que maire d'Alle, commune particulièrement touchée par les intempéries de cet été, d'appuyer ce message de remerciements pour l'engagement dont a fait preuve l'ensemble des membres de notre SIS et des SIS appelés en renfort, de l'Etat-major et des responsables cantonaux.

Je vous ai présenté ici le rapport de l'ECA-Jura 2020, que la commission de gestion et des finances vous recommande d'approuver. Le groupe PDC partage cet avis.

Au vote, le rapport est accepté par 44 députés.

19. Postulat no 431

Une tarification intelligente pour les piscines jurassiennes

Alain Beuret (PVL)

Ces dernières années, plusieurs piscines jurassiennes ont été confrontées à des problèmes d'incivilités qui ont atteint leur paroxysme durant l'été 2020 à la piscine de Porrentruy. La Municipalité a pris provisoirement des mesures draconiennes en interdisant son accès aux personnes domiciliées à l'étranger. Cette mesure discutable prise en urgence a fait couler beaucoup d'encre.

La pandémie et le réchauffement climatique vont continuer à mettre la pression sur nos piscines pour les années à venir. Pour encourager une activité physique saine, privilégier les utilisatrices et utilisateurs réguliers et éviter que certaines personnes mal intentionnées viennent semer ponctuellement la zizanie dans la région, nous proposons de développer, en partenariat avec les communes et les acteurs concernés, une offre globale de tarification intelligente, donnant accès à l'ensemble des piscines de la région ouvertes au public. Par tarification intelligente, on entend une tarification en fonction de l'utilisation effective « pay-as-you-go ». Un tel système a fait ses preuves depuis des décennies dans les transports publics londoniens avec l'Oyster card. Plus récemment, la Suisse a aussi adopté un système similaire pour les transports publics avec la nouvelle application FAIRTIQ.

Concrètement, les piscines publiques de la région seraient invitées à se rapprocher et adopter un système électronique unique de gestion des accès et de tarification. L'utilisateur ferait l'acquisition unique d'un porte-monnaie électronique sans contact (sous forme de carte ou d'application) qui lui ouvrirait la porte de toutes les piscines de la région. A certaines périodes creuses, les entrées pourraient être plus avantageuses qu'en période de forte affluence. L'utilisatrice ou l'utilisateur bénéficierait toujours du meilleur tarif et quand le prix de l'abonnement est atteint, plus rien ne lui serait débité. Elle ou il aurait en outre une vue d'ensemble des places disponibles restantes via internet. Lorsqu'une piscine est complète (nombre limite de visiteurs atteint), elle ou il pourrait se diriger vers une autre moins fréquentée. Les piscines partenaires recevraient chacune la part des recettes qui leur revient via le système unique de gestion des entrées qui ferait la répartition, à l'image de ce qui se pratique de longue date en Suisse, entre les différentes sociétés de transports publics par le système unique de vente de titres de transport.

Les avantages d'un tel système :

- meilleure répartition des utilisatrices et des utilisateurs sur l'ensemble des piscines de la région, permettant de lisser les pics d'affluence ;
- contrôle permanent du nombre de personnes présentes sur le site en lien avec le respect des plans de protection sanitaires durant la pandémie ;
- contrôle de l'identité des personnes entrant à la piscine permettant de repérer d'emblée celles qui sont « interdites d'entrée » en raison de leurs antécédents ;
- diminution de l'attrait des entrées individuelles qui pourraient être nettement plus chères qu'actuellement afin de dissuader les utilisateurs occasionnels journaliers (pour les touristes séjournant dans le canton, l'accès aux piscines pourrait cependant être intégré au JuraPass) ;
- possibilité de proposer des tarifs modulables et incitatifs en termes de promotion de la santé (par exemple « nage courte » d'une demi-heure pendant la pause de midi pour 2 francs) ;
- davantage de temps à disposition pour les employés

des piscines pour informer et prévenir les conflits grâce à une diminution du temps consacré à vendre des entrées.

Afin de répondre aux problèmes récurrents d'incivilités, de mieux gérer les périodes de grande affluence et d'encourager la pratique d'une activité physique régulière, nous demandons au Gouvernement d'étudier, en partenariat avec les communes et les acteurs concernés, la mise en place d'une offre régionale commune, avec un système de tarification intelligente en fonction de l'utilisation, pour l'ensemble des piscines jurassiennes ouvertes au public.

M. Alain Beuret (PVL) : Avec un temps très maussade et la levée des restrictions sanitaires, l'été a été calme autour des piscines jurassiennes. Mais souvenez-vous l'été dernier ! Toute la Suisse a parlé des événements à la piscine de Porrentruy. De longues files d'attente devant l'entrée liées à la fréquentation accrue et surtout des agressions de la part de fauteurs de troubles. La réponse de la ville : « Un renforcement de la sécurité » et enfin, « L'interdiction d'entrées généralisées aux personnes domiciliées à l'étranger », faute de pouvoir contrôler les entrées des fauteurs de troubles interdits de piscine et parfois de territoire !

Cette interdiction généralisée est une mesure qui a été prise dans la précipitation. Si on peut comprendre la commune concernée qui se devait de réagir, la manière de faire a interpellé loin à la ronde car elle était particulièrement injuste et violait le droit. Ces problèmes d'insécurité ne sont pas nouveaux et risquent fort de se reproduire à l'avenir.

Avec le postulat no 431, j'invite le Gouvernement à donner une impulsion dans ce domaine pour sortir de l'ornière et de manière très simple, en réunissant les communes concernées et en leur proposant d'étudier ensemble la faisabilité d'un système de tarification intelligente en fonction de l'utilisation, commun pour toutes les piscines de la région. Cette démarche devrait idéalement déboucher sur un partenariat entre les collectivités concernées. Si on a pu le faire au niveau suisse avec les nombreuses entreprises de transports publics privées pour aboutir au SwissPass, pourquoi ne pourrait-on pas y arriver au niveau jurassien avec une poignée de piscines publiques ?

Le postulat ne demande rien de plus. Il n'est pas compliqué à mettre en œuvre et ne fixe aucune obligation de résultats au Gouvernement. Si la démarche échoue, ce sera dommage mais au moins on aura essayé. L'objectif du postulat est double. D'une part, améliorer la sécurité et aussi promouvoir la santé de la population. D'autre part, la sécurité autour des bassins serait améliorée grâce à un contrôle d'entrées simples. Ceci permettrait de diminuer les frais liés aux contrôles, notamment concernant le nombre de personnes présentes en lien avec la limitation du nombre d'entrées, par exemple. En temps de pandémie, en vendant moins d'entrées individuelles, il serait possible de dégager du temps et de contrôler aussi l'identité des personnes interdites de piscines, par exemple. La population bénéficierait par ailleurs toujours du meilleur tarif possible, c'est le but d'une tarification en fonction de l'utilisation, sans devoir réfléchir à l'opportunité d'acheter un abonnement ou non, en tenant compte des absences pendant les vacances, de la météo, etc. On pourrait même avoir des tarifs incitatifs, par exemple pendant la pause de midi, et faire une pause de midi sportive à un prix avantageux lors d'une journée de travail. Et lorsqu'une piscine est prise d'assaut et qu'il n'y a plus de place, on pourrait se rendre dans une autre piscine avec

le même pass, tout ça dans le but de favoriser un accès simple et aisé aux piscines publiques, d'encourager la pratique de la natation et l'accès à la fraîcheur en temps de canicule. Bref, en un mot, favoriser une bonne santé. Ça c'était concernant le postulat.

Concernant la position du Gouvernement, j'ai été un peu surpris. Le Gouvernement recommande de rejeter le postulat sous prétexte que ce serait une affaire purement communale. Il y a juste un an, le même Gouvernement se précipitait à Porrentruy pour rappeler la commune à l'ordre. En effet, si les piscines sont pour la plupart communales, la sécurité publique et le respect du droit relèvent essentiellement du Canton. Le fait de pouvoir pratiquer librement un sport en plein air et de pouvoir se rafraîchir en temps de canicule relèvent aussi de la santé publique qui est une politique cantonale. Ce dernier point va prendre toujours plus d'importance à l'avenir avec les bouleversements climatiques qui sont en cours. Dans de nombreux domaines, la limite entre les compétences cantonales et communales est ténue. S'abriter derrière ce prétexte pour proposer le rejet du postulat est facile. C'est très dommage pour un canton qui, depuis sa création, préconise l'innovation dans son programme de législation et qui aurait ici l'occasion de jouer un rôle de pionnier. Le Parlement ne s'est pas gêné par le passé de confier des compétences accrues au Canton pour épargner des communes, par exemple, en demandant au Canton d'établir un plan spécial cantonal pour l'espace réservé aux eaux alors que la délimitation de celui-ci relève fondamentalement de l'aménagement du territoire au niveau communal. La raison de ce choix ? Epargner le traitement des oppositions aux autorités communales. On le voit, la limite entre les compétences cantonales et communales est parfois fluctuante. Je constate que l'on s'achoppe un peu sur cette question de la forme. C'est effectivement une compétence communale mais le Canton aurait certainement une impulsion à jouer. C'est dommage que pour cette question de forme on s'arrête là. Je vous invite à soutenir le postulat.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : En préambule, le Gouvernement constate qu'actuellement, dans le canton du Jura, on dénombre quatre piscines ouvertes au public, à Delémont, Porrentruy, Saignelégier et Boncourt. Les piscines de Delémont, Porrentruy et Boncourt sont des installations qui appartiennent aux communes. Celle de Saignelégier appartient à une société anonyme. Nous ne prenons pas en compte les piscines du Collège Saint-Charles à Porrentruy et du Centre Rencontres à Courfaivre, qui ne sont ouvertes au public que quelques heures par semaine.

Lors du dépôt du postulat no 431, les piscines de Delémont et Porrentruy, intérieures et extérieures, proposaient des tarifs d'entrées identiques. Ces deux communes s'étant déjà concertées pour une tarification similaire. Depuis l'été 2020, comme indiqué par le signataire du présent postulat, la Municipalité de Porrentruy doit faire face, cette année a été un peu moins le cas avec la météo maussade, à des incivilités dans sa piscine extérieure, raison pour laquelle elle a décidé d'augmenter d'un franc le prix de ses tarifs afin de financer les mesures de sécurité décidées par le Conseil municipal de Porrentruy. Je tiens à dire qu'il s'agissait de décisions, à ce moment-là, du Conseil municipal, compte tenu du fait que l'infrastructure est municipale et que le Gouvernement est intervenu en tant qu'autorité de haute surveillance mais n'a absolument pas souhaité intervenir auprès des compétences communales. Hormis pour la piscine de

Courfaivre, dont l'eau est chauffée à 34 degrés, les tarifs journaliers pratiqués par les différents établissements ne présentent pas de différence significative, c'est-à-dire de 6.50 francs à 7.50 francs par adulte pour les piscines en extérieur.

Monsieur Beuret, auteur du postulat, vous demandez au Gouvernement d'étudier, en partenariat avec les communes et les acteurs concernés, la mise en place d'une offre régionale commune avec un système de tarification intelligente en fonction de l'utilisation pour l'ensemble des piscines jurassiennes ouvertes au public. Le Gouvernement considère, comme il l'a noté dans ses motifs, comme intéressante la proposition de mettre en place une plate-forme de gestion électronique des accès et de la tarification des piscines publiques en fonction de l'utilisation effective. Toutefois, en respect du principe de l'autonomie communale, garantie par la Constitution cantonale, il considère qu'il n'appartient pas à l'Etat, pour autant que la gestion des piscines soit conforme aux dispositions légales, et j'insiste là-dessus, de s'immiscer dans un domaine de compétences communales ou privées qui concerne peu d'entités et qui pourrait de surcroît engendrer des coûts supplémentaires pour les acteurs concernés. Il vous invite toutefois à suggérer votre proposition de mise en place d'un système de tarification intelligente aux communes et entités concernées ou éventuellement à l'Association jurassienne des communes.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à refuser le postulat no 431.

M. Gabriel Voirol (PLR) : Le groupe PLR souhaite être clair d'emblée. Il suit l'analyse du Gouvernement s'agissant du fait que cette intervention relève de compétences communales. Nous ne soutiendrons pas le postulat sous la forme déposée. Aussi, nous ne souhaitons pas aborder tous les nombreux détails évoqués dans l'intervention. Il appartiendra, le cas échéant, aux exploitants d'apprécier le modèle proposé.

Force est toutefois de constater que le principe d'une tarification intelligente ne permettrait pas de concrétiser tous les avantages décrits dans le texte, voire d'atteindre l'objectif de résoudre la problématique des incivilités qui est évoquée en préambule de l'intervention. Le postulat évoque aussi qu'il s'agirait d'une offre régionale, sans préciser s'il s'agirait d'une tarification régionale, principal questionnement des exploitants. Il faut aussi souligner qu'une bonne partie des objectifs sont déjà réalisés ou en phase de réalisation par les modèles de comptage choisis par certains exploitants.

D'autres objectifs ne sont pas partagés, tel celui de périaliser les utilisateurs occasionnels qui peuvent aussi devenir à terme des utilisateurs plus réguliers. Il appartient clairement aux exploitants, à savoir les communes ou syndicats de communes ou sociétés anonymes, de définir la politique qu'ils souhaitent appliquer pour ces installations et leur exploitation.

En conséquence, comme nous l'avons dit en introduction, notre groupe refusera le présent postulat qui donne une mission supplémentaire à l'Etat en dehors du cadre constitutionnel jurassien.

M. Lionel Montavon (UDC) : Le groupe UDC a étudié avec beaucoup d'attention le postulat du député Alain Beuret, nommé « Une tarification intelligente pour les piscines jurassiennes » et se déterminera de la manière suivante. La

demande de notre collègue est de prime abord une bonne chose au niveau pratique, soit par exemple de prévenir les problèmes d'incivilités. Mais, malheureusement, toutes les propositions sises dans le présent postulat concernent les communes, le privé mais non l'Etat. En effet, aux yeux de l'UDC, le Canton n'a pas à s'immiscer dans un domaine de compétences qui ne lui appartient pas, cela a été précisé tout à l'heure par Madame la Ministre. Vous aurez compris que le groupe UDC s'oppose au présent postulat.

M. François Monin (PDC) : Le groupe PDC-JDC s'est penché sur le postulat de notre collègue Alain Beuret demandant une planification remodelée des piscines jurassiennes. Tous les points soulevés par le postulant sont soutenus par notre groupe qui a de la sympathie pour la démarche ici exposée. D'ailleurs, il est intéressant de noter que le groupe PDC au Conseil de ville de Delémont a déposé une motion qui avait pour titre « Une entrée à la piscine au juste prix », qui a été acceptée finalement sous forme de postulat. Ainsi, des réflexions et des projets existent et sont en cours au niveau des propriétaires de piscines.

Même si peut-être un jour un Magic Pass, un SwissPass pour les piscines jurassiennes pourrait être créé, le groupe PDC-JDC est du même avis que le Gouvernement. Ce n'est pas à l'Etat jurassien de s'immiscer dans ces compétences communales ou même privées. Oui, chères et chers collègues, les piscines de notre canton sont en mains communales ou supracommunales, de fondations ou même parfois d'écoles privées. Laissons-leur le choix de leur orientation ainsi que le temps de l'analyse, notamment à Delémont où cela est en cours. Le groupe PDC-JDC, vous l'aurez compris, refusera le postulat dont il est question.

M. Patrick Cerf (PS) : Pétri de bonnes intentions mais peu lisible ! Voilà en substance ce qui ressort de la discussion du groupe parlementaire socialiste à propos du postulat no 431 de notre collègue Alain Beuret. Pétri de bonnes intentions parce que le sens donné à cette intervention a de quoi séduire. Un tel système permettrait, comme l'exprime le postulant, un lissage sans doute bienvenu des pics de fréquentation de nos bassins par les temps pandémiques qui courent. C'est d'ailleurs, sauf erreur de ma part, un des éléments qui a concouru au dépôt de ce postulat. Pétri de bonnes intentions aussi parce que les vrais mordus de natation pourraient y trouver leur compte où qu'ils se situent sur le territoire cantonal. Pourquoi pas finalement ? Mais comme suggéré au début de mon intervention, les objectifs de ce texte nous paraissent confus. Pour dire vrai, le profane finit par se perdre dans les méandres de ses bonnes et louables intentions. Aussi, le principe du contrôle des baigneurs exprimé dans ce postulat n'est pas de nature à nous convaincre quand on connaît les dérives qu'une telle mesure peut engendrer.

D'autre part, et comme le Gouvernement l'indique dans sa prise de position, nous voyons mal comment l'Etat peut intervenir dans une affaire qui relève exclusivement du domaine communal et/ou privé. Notre collègue Alain Beuret insiste sur le rôle de facilitateur que peut jouer l'Etat pour la connexion des diverses structures existantes. Il argumente au surplus, avec raison d'ailleurs, que ce texte non contraignant a le mérite de susciter le débat mais en tout état de cause, ce cénacle n'est pas l'endroit le plus approprié pour la thématique soulevée. Vous l'aurez compris, chères et chers collègues, le groupe socialiste, dans sa grande majorité, ne soutiendra pas ce postulat.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : Le groupe VERT-E-S et CS-POP remercie notre collègue Alain Beuret pour la proposition qui est assez fouillée. On le reconnaît maintenant, elle aurait certainement mérité un débat au sein de notre groupe qui aurait mené je ne sais pas où, parce que nous n'avons pas mené ce débat pour la simple et bonne raison que nous suivons l'avis du Gouvernement. Il s'agit de prérogatives communales, donc nous n'entrerons pas en matière sur ce postulat.

M. Alain Beuret (PVL) : Je suis très heureux de savoir que je suis pétri de bonnes intentions. Quelque part je prends cela comme un compliment, cela me fait plaisir. Mais d'un autre côté, je suis très frustré parce que je constate qu'on est presque tous d'accord sur le fond et qu'il y aurait quelque chose à faire et ce qui gêne finalement c'est la forme. C'est dommage, parce que je voyais vraiment le rôle de l'Etat comme un facilitateur dans cette démarche. C'est vrai que c'est une compétence qui peut être communale. Je rappelle quand même aussi que la sécurité publique est une affaire cantonale, et plusieurs fois, la Police cantonale doit intervenir. Ce n'est donc pas purement communal, et que la santé publique encore une fois, je le redis, est une politique cantonale. On nous le rappelle assez souvent dans la pandémie.

C'est un petit peu délicat cette argumentation parce qu'effectivement, même si les piscines sont en mains communales pour la plupart, le Canton a un rôle important à jouer parce que ça concerne les politiques transversales et il aurait été bien que l'Etat joue ce rôle de facilitateur. A la fin, la conclusion de l'histoire, c'est quoi ? C'est que ce postulat sera certainement refusé, ça j'ai bien compris. Mais dans cinq ou dix ans, on y arrivera quand même à cette tarification intelligente. C'est une occasion manquée aujourd'hui, une occasion manquée de faire œuvre de pionnier et on attendra que cela se fasse peut-être ailleurs pour copier le modèle ici pour y arriver petit à petit et le résultat sera le même, mais ça prendra dix ans, alors qu'on pourrait le faire maintenant, donner l'impulsion et le faire à court terme. Et pour une fois, au lieu de passer dans les médias pour des empêcheurs pour les étrangers d'entrer à la piscine ou des combines du genre qui font quand même pas mal de dégâts à l'image de notre canton, on pourrait véhiculer une image positive. On n'a pas le courage de le faire, je trouve cela dommage. Au moins on aura suscité le débat, on aura lancé l'idée et j'espère que cela avancera.

Au vote, le postulat no 431 est rejeté par 45 voix contre 8.

20. Question écrite no 3387

Les effectifs de l'Etat, dans l'administration comme dans l'enseignement, n'augmentent pas. Pourquoi alors cette croyance ?

Rémy Meury (CS-POP)

Lors de la séance du Parlement du 28 avril 2021, une faible majorité a adopté la motion no 1353 demandant une « Diminution des EPT au sein de l'administration cantonale ». Il vaut la peine de citer deux passages, dans l'ordre d'apparition, du texte de cette intervention :

« L'augmentation régulière du nombre des EPT des effectifs de l'administration cantonale est un problème qui a

souvent été évoqué au sein du Parlement jurassien. La lecture du budget 2021 et particulièrement du chapitre y relatif n'y fait pas défaut » ;

« C'est pourquoi, nous souhaitons donner un objectif « raisonnable » de réduction des effectifs de l'administration pendant la législature 2021-2025 de minimum 3%. Cette valeur étant celle qui permettrait de revenir à un état des effectifs de l'ordre de ceux de 2015 ».

Il n'y a rien de contestable dans ce développement. Si l'on prend, en effet, les effectifs présentés dans le document du budget 2021 (voir annexe 1), l'administration comptait 921 EPT en 2015 et 949,4 EPT en 2020, selon le budget de cette année-là. 949,4 moins 3% donne bien 921 (920,92 pour être précis). La logique de l'intervention menant à la demande de réduction des EPT de 3% trouve son origine dans ces chiffres. Or, ils ne correspondent pas à la réalité. C'est un peu par hasard que nous avons découvert que les rubriques « effectifs », tant de l'administration que de l'enseignement, ne sont pas conformes à la réalité lorsqu'ils apparaissent dans les budgets. Si toutes les autres rubriques du tableau de bord récapitulatif des principaux indicateurs donnent les chiffres avérés et arrêtés dans les comptes pour les 5 années où ils sont connus, ce sont les chiffres des budgets pour les sept années du tableau qui sont utilisés pour les effectifs du personnel. Bizarrement, dans les cahiers présentant les comptes, ce sont cette fois uniquement les chiffres des comptes, pour ces deux rubriques également, qui sont cités. Une erreur étant survenue dans la présentation des comptes 2020 pour les EPT, c'est ainsi que nous avons constaté ce décalage qui a eu, on le voit, une influence sur l'analyse de nombre de député-es.

Cet élément n'est pas neutre car les député-es prêtent, et c'est normal, une attention plus soutenue lors de l'étude des budgets que lors de la prise de connaissance des comptes. Contrairement aux comptes, les budgets peuvent encore être modifiés, et le frein à l'endettement s'applique à eux seulement.

Avec les chiffres arrêtés dans les comptes 2020 (annexe 2), on sait désormais que les EPT dans l'administration sont passés de 929,1 en 2015 à 934,7 en 2020. Une augmentation réelle de 5,6 EPT contre 28,4 présumée dans le budget.

Cette différence de présentation entre budget et comptes se reproduit chaque année.

Si l'on tient compte de la baisse dans l'enseignement sur la même période, on peut même parler de diminution des effectifs de 1,1 EPT.

Pour l'administration seule, en déduisant les 8,03 EPT pour l'Unité de Formation continue, postes autofinancés comme cela a été présenté dans le budget 2020 pour justifier et faire accepter leur transfert, les EPT passent à 926,67, c'est-à-dire moins qu'en 2015.

Cette différence des chiffres utilisés dans les budgets et dans les comptes impose quelques questions que nous nous empressons de poser :

1. Pour quelles raisons seuls les chiffres des effectifs dans les différents budgets sont systématiquement ceux des budgets précédents et non ceux des comptes lorsqu'ils sont connus ?
2. Le Gouvernement est-il conscient que cette manière de faire crée l'impression d'une augmentation constante des effectifs alors qu'ils sont en diminution en réalité ?
3. Ce fonctionnement sera-t-il corrigé pour les prochains

exercices ?

clarer la motion no 1353 comme d'ores et déjà réalisée ?

4. Outre les EPT transférés d'Avenir Formation en 2020, existe-t-il d'autres postes autofinancés dans les effectifs des employé-es de l'Etat ?
5. Sur la base des chiffres désormais connus et avérés dans les comptes allant de 2015 à 2020, le Gouvernement partage-t-il notre avis considérant que l'on peut dé-

Annexe 1 : BUDGET 2021

Chiffres apparaissant dans des budgets

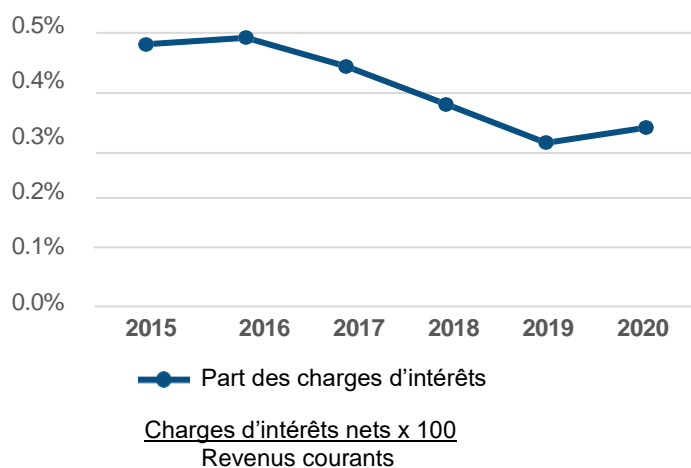
I) Tableau de bord récapitulatif des principaux indicateurs

(en mios, sauf indication contraire)	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (B)	2021 (B)
Charges	912.7	910.4	916.5	952.2	956.9	965.0	978.6
Revenus	913.7	903.0	911.0	923.9	957.5	961.1	974.7
Résultats	1.0	-7.4	-5.4	-1.3	0.5	-3.9	-3.9
Investissements bruts	46.0	39.9	40.0	48.0	52.5	62.3	54.4
Investissements nets	34.0	28.5	26.1	32.0	31.7	34.5	32.8
Fortune	196.2	188.4	143.0	99.5	106.1	102.6	66.4
Dette brute	317.7	316.8	329.5	350.4	364.8	389.2	435.0
Par habitant (francs)	4'388	4'353	4'506	4'782	4'969	5'289	5'890
Endettement moyen	313.3	271.1	274.9	272.0	279.1	311.0	353.5
Effectifs administratifs (EPT)	921.0	915.8	916.9	916.7	923.9	949.4	955.4
Effectifs enseignants (EPT)	957.7	955.5	962.1	943.3	941.4	948.8	948.8
Indicateurs (en %)							
Taux d'endettement net	81%	84%	95%	106%	100%	105%	114%
Degré d'autofin. MCH2	162%	97%	108%	93%	120%	67%	-25%
Degré d'autofin. LFIN	108%	96%	106%	97%	103%	80%	83%
Marge d'autofinancement selon LFIN	36.9	27.3	27.6	30.9	28.2	28.3	29.3
Part des charges d'intérêts	0.48%	0.49%	0.44%	0.38%	0.39%	0.33%	0.24%
Dette brute par rapport aux revenus	102%	104%	107%	111%	110%	121%	146%

Annexe 2 : COMPTES 2020

d) Part des charges d'intérêts

La part des charges d'intérêts renseigne sur la part de revenus courants (« de l'année en cours ») qui doit être consacrée au paiement des intérêts de la dette. Elle atteint 0,34 %, en légère hausse par rapport aux 0,32 % de 2019. Selon les normes MCH2, ce résultat est qualifiable de bon. Une diminution des revenus d'intérêts (-0,5 mio) du fait de la suspension de l'intérêt moratoire est constatée alors que les charges d'intérêts diminuent pour leur part de -0,3 mio.

**e) Tableau de bord récapitulatif des principaux indicateurs financiers**

(en mios, sauf indication contraire)	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges	912.7	910.4	916.5	925.2	956.9	994.7
Revenus	913.7	903.0	911.0	923.9	957.5	960.6
Résultats	1.0	-7.4	-5.4	-1.3	0.5	-34.1
Investissements nets	34.0	28.5	26.1	32.0	31.7	31.7
Fortune	196.2	188.4	143.0	99.5	106.1	74.1
Dette brute	317.7	316.8	329.5	350.4	364.8	377.4
Par habitant (en francs)	4'388	4'353	4'506	4'782	4'969	5'128
Endettement moyen	313.3	271.1	274.9	272.0	279.5	312.2
Effectifs administratifs (EPT)	929.1	914.6	911.5	917.1	920.5	934.7
Effectifs enseignants (EPT)	955.5	962.1	943.3	941.4	942.4	948.8
Indicateurs (en %)						
Taux d'endettement net	81%	84%	95%	106%	100%	115%
Degré d'autofin. MCH2	162%	97%	108%	93%	120%	-10%
Degré d'autofin. LFIN	108%	96%	106%	97%	103%	-9%
Part des charges d'intérêts	0.48%	0.49%	0.44%	0.38%	0.32%	0.34%
Dette brute par rapport aux revenus	102%	104%	107%	111%	110%	119%

Réponse du Gouvernement :

Le groupe CS-POP souhaite obtenir, en lien notamment avec la motion no 1353 récemment acceptée par le Parlement et qui demande une réduction des effectifs, des précisions sur les chiffres des effectifs administratifs présentés

respectivement dans les budgets et les comptes et des différences qui en découlent.

Réponse à la question 1 :

Les chiffres publiés dans les budgets correspondent en réalité à la structure des postes ouverts de l'Etat, à savoir les postes fixes et temporaires nécessaires et réservés au

fonctionnement de l'administration et à la réalisation de projets ponctuels. Les variations qui découlent d'un budget à l'autre relèvent dès lors d'une modification de la structure des postes.

Les données fournies dans les comptes reflètent quant à elles les effectifs réellement « consommés » sur l'exercice, à savoir les postes fixes et temporaires occupés mais aussi les postes liés à des remplacements lors de vacance ou d'incapacité de travail. Si des postes sont restés vacants en raison par exemple de départs ou de projets reportés, ils n'apparaissent pas dans les chiffres publiés aux comptes.

Cela explique pourquoi il existe une différence entre les données des budgets et des comptes. A l'instar des ressources financières, il arrive que la « consommation » des effectifs soient à la hausse ou à la baisse par rapport à ce qui était prévu au budget. Toutefois, la référence pour les charges de personnel au budget demeure les postes ouverts historiques et non les postes effectivement « consommés ». En effet, à la différence des autres charges, un poste vacant au 31 décembre peut être occupé au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Réponse à la question 2 :

Au vu des éléments de réponse cités à la question 1, il ne peut pas être dit que le budget donne une impression de hausse tout comme il ne peut pas être dit que les effectifs sont à la baisse dans les comptes. Comme dit, il arrive que certains postes restent vacants ou ne peuvent être engagés en raison du report de projet. Ce qui compte durablement, c'est la structure des postes, définie chaque année précisément dans le cadre budgétaire.

Réponse à la question 3 :

Le Gouvernement va effectivement porter une réflexion sur la présentation des effectifs, en particulier pour les comptes, permettant de mieux distinguer la consommation des effectifs liés à la structure des postes et aux postes liés à des remplacements qui ne perdurent généralement pas.

Réponse à la question 4 :

Plusieurs postes de l'administration font effectivement l'objet de financement externe. Sans pouvoir être exhaustif ici, il peut notamment être cité quelques exemples ci-après : personnel de la voirie occupé à l'entretien de la route nationale A16 (financement fédéral), postes dédiés à la surveillance du marché du travail (financement fédéral), postes dédiés à des projets spécifiques par exemple dans les domaines de la formation ou de l'action sociale (financement fédéral ou intercantonal). D'autres postes font l'objet de répartition des charges entre le canton et les communes, par exemple les infirmières scolaires œuvrant dans les écoles obligatoires ou encore le personnel des centres sportifs de Porrentruy, laquelle finance les postes à 50%. Le Gouvernement examine systématiquement le critère du financement lors de la création de nouveaux postes.

Réponse à la question 5 :

Au vu des explications données, le Gouvernement ne partage pas l'analyse du groupe CS-POP de considérer la motion comme déjà réalisée. La motion no 1353 demande de réduire les effectifs de 3% pour les ramener à l'état du budget 2015, ce qui implique de facto un ajustement de la structure des postes. Il n'est pas possible de se baser sur

les comptes qui excluent de fait les postes vacants ou inoccupés pour diverses raisons (absences par exemple). Cela reviendrait alors à considérer que les postes inoccupés durant une année ne peuvent ainsi plus être repourvus, ne faisant plus partie de la structure des postes. Dès lors, considérer un exercice comptable pour affirmer que la mesure est atteinte serait donc imprudent.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Je ne suis pas satisfait et je demande à pouvoir m'expliquer.

La présidente : Vous avez une minute.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Quand je dis que je ne suis pas satisfait de la réponse du Gouvernement, je devrais plutôt indiquer qu'elle me déçoit grandement. Stéphane Theurillat, je le répète, a choisi 3% de réduction des effectifs dans l'administration sur la base des chiffres donnés dans un tableau que l'on trouve dans un budget. Son calcul est correct mais ce qu'il ne pouvait savoir, c'est que les chiffres donnés par l'Etat sont inexacts. Dans sa réponse fumeuse, le Gouvernement indique que la référence pour les charges de personnel au budget demeure les postes ouverts historiques et non les postes effectivement consommés. Or, les charges de personnel de quelque 260 millions présentées dans le chapitre du budget, récapitulation par genre de comptes, donne les montants effectivement dépensés lorsque les comptes sont connus et forcément pour les employés ayant effectivement été engagés. Il n'est donc pas justifié de maintenir quelques pages auparavant les chiffres prévisionnels des budgets pour les effectifs dans lesquels apparaissent de plus les postes autofinancés. Le Gouvernement insiste, y compris en présentant son programme de législature, sur le fait qu'il doit appliquer une réduction de 3% des effectifs en raison d'une motion acceptée par le Parlement. Il est moins disposé à accepter les décisions du Parlement quand il s'agit de refuser le non-octroi de l'annuité.

22. Résolution no 211

Pour une langue vivante qui appartient à ceux que la pratiquent !

Alain Schweingruber (PLR)

Le 9 juin 2021, la Conférence latine des directeurs de l'instruction publique de Suisse Romande et du Tessin (CIIP) a décrété une « étape clef dans l'adaptation de l'orthographe à l'état actuel de la langue ».

Cette décision de la CIIP, de prescrire une « orthographe rectifiée » impose de nouvelles règles orthographiques, découlant de 14 principes pour l'enseignement du français dans les cantons romands.

Entre l'orthographe vue par le Bled des années 1950, l'orthographe instrument d'oppression bourgeoise en mai 1968 (C. Blanche-Benveniste & A. Chervel, 1969), prise dans l'applicationnisme linguistique des années 1970, recadrée comme plurisystème graphique (N. Catach, 1980) mais remise à sa place par la didactique de la production écrite des années 1980 (Y. Reuter, 1996), puis le développement des recherches psycholinguistiques dans la lignée d'E. Ferreiro (1988), les révisions, simplifications et autres rectifications, notre orthographe a toujours accompagné nos préoccupations.

Mais ce décret unilatéral a immédiatement suscité de vives réactions populaires et politiques, aussi bien sur la

forme que sur le fond. Il n'appartient en effet pas à l'Etat d'intervenir dans le contenu des connaissances ni d'en modifier les règles, mais il doit le transmettre et le promouvoir.

L'orthographe rectifiée n'est pas la réforme française des années 1990, approuvée par l'Académie. Dans sa communication du 5 février 2016, l'Académie française affirme qu'elle n'a aucunement « pensé » cette réforme et a clairement indiqué qu'elle était opposée à « toute prescription obligatoire en matière d'orthographe » : « L'Académie française tient tout d'abord à rappeler qu'elle n'est pas à l'origine de ce qui est désigné sous le nom de « réforme de l'orthographe ». Certaine que l'usage ne saurait être modifié par décret, l'Académie a indiqué être opposée à toute prescription de caractère obligatoire en matière d'orthographe.

Cependant, l'Académie a donné son aval à ces recommandations, mais en le conditionnant à ceci : qu'elles soient soumises à l'épreuve du temps. Donc à l'usage !

Souhaitons-nous que nos jeunes qui voyagent à travers la francophonie écrivent « à la suisse » ? Pour l'élève, l'orthographe est difficile et souvent bizarre. Mais dès lors qu'il doit adopter un système graphique complexe, pourquoi lui en proposer deux (l'un rectifié, l'autre optionnel) tout en prétendant qu'on va lui faciliter la tâche ?

La langue et son orthographe ne sont pas des politiques publiques, elles sont un héritage culturel.

Pour ce faire, nous demandons à la CIIP, par la présente résolution, de surseoir aux modifications unilatérales décidées et donc expressément de ne pas modifier les moyens didactiques pour l'instant.

M. Alain Schweingruber (PLR) : L'objet de cette résolution vous est connu, chacun a eu l'occasion de se faire une idée de ce que proposait ou décrétait la Conférence latine des directeurs cantonaux de l'éducation de la formation de Suisse Romande et du Tessin, c'est comme ça que vous l'appellez je crois. Puisque c'est plus apparemment qu'un projet, beaucoup se sont désolidarisés de ce projet. Nous avons déposé récemment une motion qui va dans le même sens que la résolution. Elle ne sera pas traitée avant plusieurs semaines et dans l'intervalle il est vraisemblable que la Conférence tiendra séance. Il est donc important que nous lui signifions aujourd'hui et maintenant notre position, la position de la plupart des députés du Parlement jurassien. Merci à tous ceux qui l'ont signée et ceux qui ne l'auraient pas fait, je vous invite bien entendu à voter cette résolution.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Quelques éléments quand même parce que nous sommes à bout touchant. Ici, il ne s'agit pas d'un projet, il s'agit de moyens d'enseignement. L'assemblée plénière de la CIIP choisit les moyens d'enseignement romands. Le choix a été fait, les décisions ont été confirmées, les moyens sont prêts à être envoyés à l'impression. Ils ne sont pas encore imprimés et on peut encore se poser la question effectivement, et c'est judicieux d'en discuter encore aujourd'hui.

Soyez tout à fait à l'aise, en tant qu'ancien professeur de français, je ne suis pas un ardent défenseur de l'orthographe rectifiée mais il s'agit d'un compromis dans les différentes visions, vous les imaginez bien différentes au niveau romand notamment, au niveau de la CIIP. Un compromis entre tous les cantons et ce compromis, je souhaite quand même le redire, parle de ces 14 principes d'orthographe rectifiée

qui ne sont pas des changements quand même fondamentaux. Je me permets juste de vous faire perdre un petit peu de temps, mais rappeler, puisque c'est déjà la deuxième fois qu'on revient avec cette thématique et elle dit : 14 principes et une sensibilisation au langage épïcène. Ce qui nous paraît être important, on parle de langage épïcène, ça ne veut pas dire le langage inclusif. Je pense que ce n'est pas une approche extrémiste, on va déjà faire une première étape. Je prends toujours l'exemple jurassien que je trouve intéressant. On ne va pas parler de l'inspecteur scolaire parce qu'en l'occurrence dans le Jura il n'y a qu'une seule femme, une seule inspectrice scolaire, mais peut-être parler de l'inspection scolaire qui est une sensibilisation à cela.

Le problème aujourd'hui, je vois toutes les personnes qui ont signé cette résolution, j'en vois beaucoup d'ailleurs qui ont signé et qui aujourd'hui arborent fièrement cette couleur violette, c'est que l'on va tout bloquer si ça devait faire changer l'avis de la CIIP. Et de ce fait, également l'orthographe rectifiée, également ce compromis qui a été trouvé sur le langage épïcène. A partir de là, comme je le disais, finalement pourquoi pas ? Je ne me suis pas battu spécialement pour cela, j'étais plutôt parmi les personnes qui étaient dans la résistance de ces changements mais toujours est-il qu'il semble, par rapport à ce qui est proposé, que ce soit un compromis acceptable.

Je me permets de vous citer quelques exemples. Je vais tâcher de ne pas être trop long quand même. Par exemple, instaurer un trait d'union quand on écrit les numéros dans des chiffres composés, mettre un trait d'union, non pas seulement entre les dizaines et les centaines comme on le faisait habituellement mais mettre un trait d'union partout, paraît plus simple. Est-ce que ça c'est perdre notre identité ? Je n'en suis pas convaincu mais c'est le type de simplifications qui sont proposées. Ou bien le participe passé du verbe laisser, le fait que quand il est suivi d'un infinitif, on le laisse toujours invariable. Ce sont des petites choses, il ne me semble pas qu'il y ait des changements vraiment fondamentaux. Celui que l'on connaît tous bien sûr, le mot abîme, de ne plus utiliser l'accent circonflexe. Ce qu'il faut quand même rappeler dans ces cas-là, c'est que pour l'instant, c'est déjà accepté de ne plus utiliser l'accent circonflexe sur le mot abîme et là on inverserait la situation où finalement, on ferait plutôt la promotion de supprimer l'accent circonflexe. Mais l'utilisation de cet accent circonflexe serait encore possible, donc voilà pourquoi je vous parle aujourd'hui de compromis. Le fait de franciser les mots empruntés à d'autres langues, par exemple, le mot « coach », et j'arrêterai là je vous le promets, on doit écrire « coches » puisqu'il vient de l'anglais, et là on proposerait de simplement mettre le pluriel à la française, donc simplement ajouter un « s ». Voilà le genre de petites choses qui ont été proposées.

En conclusion, Monsieur le Député, je n'ai pas de soucis avec le fait de revenir à charge auprès de la CIIP en disant que le Parlement jurassien propose de surseoir aux modifications pour l'instant. Mais il faut que l'unanimité des cantons soit d'accord avec ça. Ou une autre solution au final, ce serait que si la majorité des cantons refuse d'envoyer les nouveaux moyens d'enseignement en impression, le Jura, s'il le veut, pourrait toujours garder les anciens moyens. On s'illustrerait de façon quand même relativement curieuse.

M. Samuel Rohrbach (PDC) : Les 14 principes orthographiques dont parle cette résolution sont une réalité des classes jurassiennes, romandes et francophones depuis de nombreuses années. J'ai reçu au tout début de ma carrière

la brochure de la Délégation à la langue française, les rectifications, l'orthographe du français, principes, commentaires et liste des graphies rectifiées, ça fait 24 ans ! Ces rectifications datant de 1990 concernent entre autres le trait d'union, le tréma, la francisation des emprunts, etc. Elles sont progressivement entérinées dans les dictionnaires et les autres ouvrages de référence. Dans cette brochure de 2002 que j'ai reçue, on trouvait des recommandations pour les enseignants, entre autres celle-ci : « Les nouvelles graphies ne sont pas des fautes, étant donné que graphies anciennes et nouvelles coexistent déjà dans beaucoup de dictionnaires et de grammaires de référence. Aucun élève ne doit être sanctionné pour avoir utilisé l'une ou l'autre variante ».

Le Plan d'études romand signale qu'il faut prendre en compte ces rectifications. De fait, ces principes existent dans les classes, sont utilisés, mais il y a une grande confusion. C'est pourquoi de nombreuses demandes des milieux de la formation ont été émises pour enfin les intégrer dans les manuels.

Par ces décisions, la CIIP ne définit en aucune façon le savoir. Elle décide de ce qui doit être enseigné en s'appuyant sur une définition raisonnable de l'orthographe proposée par le Conseil supérieur de la langue française et avalisée par l'Académie française en 1990. Donc elle l'a transmis et la promeut dans le domaine de compétence qui est le sien comme pour les autres moyens d'enseignement qu'elle publie. En effet, pour l'enseignement en Suisse romande, c'est la CIIP, l'article 8 et l'article 9 de la Convention scolaire romande, acceptée par les parlements, qui a la légitimité de définir les normes en relation avec sa responsabilité d'orchestrer la rédaction des moyens d'enseignement.

Cela dit, l'orthographe n'est pas à proprement parler un savoir au même titre, par exemple, que les lois de la physique. C'est avant tout une convention sociale qui se traduit dans les usages qui est régulée par l'Académie française et reprise par les dictionnaires et les correcteurs orthographiques. L'orthographe est un outil au service de la langue. Elle a évolué, subissant en particulier de très nombreuses modifications entre le XVII^e et le XIX^e siècle et évoluera encore, je l'espère. Intégrer les principes de l'orthographe rectifiée, c'est tenir compte de cette évolution en faisant le choix pédagogique de proposer aux élèves une orthographe renforcée puisqu'elle diminue les incohérences et exceptions non justifiées.

La décision consistant à faire désormais de l'orthographe rectifiée la norme de référence découle d'une volonté de ne pas surcharger inutilement l'enseignement déjà complexe par des règles qui s'avèrent peut justifiées en regard de la logique interne de l'orthographe du français et par la présence de nombreux termes dont l'orthographe ne peut guère être expliquée. La Suisse ne fait pas cavalier seul. En Belgique, l'enseignement des graphies rénovées est prioritaire depuis 2008. En France, ces principes sont dans les programmes scolaires officiels pour les cycles 2 à 4 depuis 2015 et, depuis 2016, plusieurs éditeurs français du domaine éducatif ont adopté ces principes comme norme.

Plusieurs langues européennes ont aussi adapté leur orthographe au moins une fois au XX^e siècle. Pour l'allemand, une réforme de l'orthographe a été décidée en 1996. En Suisse alémanique, les moyens d'enseignement ont été réédités selon ces nouvelles règles et ces formes rectifiées ont été enseignées dès 1996-1997 avec une tolérance pour les formes traditionnelles pendant une dizaine d'années seule-

ment. A ma connaissance, aucune consultation démocratique n'a été demandée par des partis politiques pour cette réforme.

L'Etat doit assurer un enseignement qui permet la maîtrise et suscite l'amour de la langue française. Renforcer les régularités ne peut qu'aider à une meilleure maîtrise du français qui permet à son tour d'en découvrir la beauté et de l'aimer encore davantage. Il importe de conserver les traits qui donnent à l'orthographe du français son identité mais cela n'implique pas de conserver tous ces traits et en particulier ceux qui manquent de logique et nuisent à l'apprentissage. Merci donc de faire confiance à nos autorités, basées sur des rapports étoffés, et de faire vivre notre belle langue en refusant cette résolution.

M. Pierre-André Comte (PS) : Monsieur le député Rohrbach, beaucoup de mots, beaucoup de concepts, beaucoup d'illusions. Il y a une vingtaine d'années, les réformateurs, comme vous les appelez, voulaient imposer effectivement cette réforme de l'orthographe, vous en avez parlé. L'Académie française s'est exprimée à ce sujet sur des critères totalement unilatéraux dont celui d'un inégalitarisme de mauvaise foi devant la difficulté orthographique et grammaticale.

Il est vrai que la proposition est décisive. Pour que nos élèves ne commettent pas de fautes, supprimons les fautes. On connaît cette idée donc on est aussi dans une situation où il est évidemment de bon ton de critiquer tout ce qui paraît être élitisme alors que notre langue est attaquée de tous côtés. Les anglicismes pullulent. Là, j'aurais bien voulu vous entendre. Même la présidente du Parlement aujourd'hui est obligée de prendre des décisions en anglais. Donc, les anglicismes pullulent, personne ne bouge, l'effondrement du vocabulaire dans l'élocution est évident. L'assassinat de la syntaxe, on n'en discute pas, il est acquis. La pauvreté encore une fois du vocabulaire et je ne veux même pas parler, pour ne pas provoquer de polémique, de l'écriture inclusive, une abomination sans nom !

Savez-vous, Monsieur le Député ou Monsieur le Ministre, que dans une université, dernièrement celle de Lausanne, on a avoué que les étudiants en lettres dans leurs travaux faisaient minimum 20 fautes par page ? Alors si c'est ça le progrès, je ne suis pas d'accord d'y souscrire. Monsieur le Ministre, il y a un peu d'hypocrisie dans votre positionnement. Vous dites, en tout cas dans la proposition qui est faite : « Vous pouvez continuer d'utiliser l'ancienne orthographe mais dans le matériel didactique, évidemment la nouvelle s'imposera ». Et bien c'est une façon évidente d'imposer la pérennité, ensuite la domination décisive de cette nouvelle orthographe et je ne suis pas d'accord avec ça.

La loi sur la langue française, malheureusement dans notre canton, n'est pas suffisamment observée. Evidemment, quand on y revient, vous avez parlé par exemple, Monsieur le Député, de l'amour de la langue française. Je faisais partie du groupe de travail qui a édité cette loi avec le responsable de l'Office de la culture de l'époque. J'avais personnellement insisté pour qu'un article contienne ce mot « amour » de la langue française et contienne aussi celui de « courtoisie » pour vous dire. Lorsqu'on utilise ce genre de vocabulaire, on passe pour un ringard, un type de droite. Une linguiste neuchâteloise m'a dit : « Monsieur, vous êtes un véritable maurassien ! Vous devriez avoir honte d'utiliser ces mots dans une loi ». Je ne suis pas de ce côté-là et donc je demande à ce Parlement de bien réfléchir et d'adopter la

résolution qui lui est proposée.

Je termine par la souveraineté cantonale. Où passe-t-elle là-dedans ? Quand arrêterons-nous de nous mettre sous la coupe de ces instances, de ces institutions intercantionales qui nous imposent tout ce qu'on ne voudrait pas ? En tout cas qu'on n'a même pas le droit de discuter. Je ne suis plus d'accord non plus avec cela. Je termine. Le 30 juin dernier, le Parlement a adopté une résolution très majoritairement qui dit que, le cas échéant, le Gouvernement est de faire valoir la prédominance de la souveraineté cantonale dans le domaine de l'éducation et de l'instruction publique. C'est un des derniers bastions de la souveraineté cantonale, avec d'autres bastions que je citerai plus tard dans les quelques interventions ultérieures, qui est totalement remis en cause et je ne l'accepte pas.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : J'entends Monsieur le député Comte, j'entends bien sûr cette notion de souveraineté cantonale. Je l'ai dit à plusieurs reprises vis-à-vis des collègues en disant que c'est encore quelque chose qui nous tient à cœur dans ce domaine de la formation de pouvoir se singulariser. Mais ici, où mon avis diverge complètement du vôtre, c'est le fait que ces moyens d'enseignement sont un progrès et le fait que nous ayons pu nous entendre avec les cantons romands pour mettre cela à disposition de tous les élèves romands. On pense que c'est un progrès. Alors peut-être que cela ne va pas complètement dans le sens que vous évoquez, je peux entendre certaines remarques, mais je pense qu'il s'agit quand même d'un bon compromis. Et vous évoquez cette écriture inclusive que vous abhorrez. Ici, on parle juste de sensibilisation au langage épïcène. Je pense qu'à tout prendre c'est mieux ainsi.

Au vote, la résolution no 221 est acceptée par 39 voix contre 12.

La présidente : Nous sommes arrivés au terme de notre ordre du jour. Je vous remercie de votre attention. Je vous souhaite une excellente fin de journée et je me réjouis de vous retrouver vendredi soir à Villars-sur-Fontenais. Pour les absents de vendredi, je me réjouis de vous retrouver à la prochaine séance et peut-être de partager un verre avec vous lors de notre sortie à Moutier. Bonne rentrée chez vous.

(La séance est levée à 17.05 heures.)

